

**RUPTURES ET EXILS FORCES DES ELITES
INTELLECTUELLES ALGERIENNES : CAS DES
ENSEIGNANTS-CERCHEURS INSTALLES EN FRANCE.**

Karim KHALED⁴⁵

« Les cerveaux vont là où les cerveaux sont, les cerveaux vont là où l'argent est, les cerveaux vont là où l'humanité et la justice prévalent, les cerveaux vont là où la reconnaissance et la saine compétition sont assurées ». Kao.

Introduction :

D'une manière précise, la migration intellectuelle en Algérie, n'est pas déterminée, par sa dimension économique, mais elle reste, du point de vue sociohistorique, éminemment politique, liée fondamentalement au tryptique, droit de l'homme, liberté de pensée et état de droit. La panne historique dans ce passage à la modernité politique en Algérie à transformé la société en général et les élites en particulier en "foyers dormants" pour l'émigration.

L'analyse rétrospective nous confirme le caractère contemporain de la migration algérienne. Elle est liée à "l'âge" des dominations coloniales, c'est-à-dire à des facteurs exogènes qui prenaient un caractère structurel et d'aliénation dans des sociétés colonisées. L'histoire de la migration algérienne depuis 1830, a été un mouvement *politico-religieux anticolonial*, où toutes les vagues de familles s'installaient librement dans les "terres d'Islam"⁴⁶ (Maroc, Tunisie, Syrie), pour prendre, au fur à mesure des événements successifs à la colonisation, notamment depuis les années 20, un caractère *politico-économique (premiers émigrés algériens vers Marseille en France)*. Elle devient après l'indépendance, pour la

⁴⁵ Chercheur au CREAD. karim.khaled@cread.edu.dz

⁴⁶ Charles – Robert Ageron (1967), "L'émigration des Musulmans algériens et l'exode de Tlemcen (1830-1911) ", *Annales*, vol 22, N° 05, p 1048.

*quatrième génération*⁴⁷, essentiellement celle des compétences et des élites intellectuelles, différemment des trois générations qui la précèdent⁴⁸, *un mouvement sociopolitique de contre hégémonie*, pour s'exiler, dans leur majorité, dans des pays occidentaux, notamment en France.

L'enjeu des mobilités des élites intellectuelles est politiquement⁴⁹ éminent entre les Etats, anciennement colonisés, le cas de l'Algérie et les anciennes entreprises coloniales, comme, le souligne Thomas Brisson, "On ne peut tout d'abord que remarquer le curieux paradoxe qui fait que les migrations intellectuelles arabes aient été si peu étudiées en comparaison des migrations économiques, alors qu'elles ont débuté il y a plus de deux siècles. Se laisse voir, par la, combien l'analyse scientifique du fait migratoire est liée à sa dimension politique, et combien la figure du migrant reste informée par les migrations économiques au point d'avoir laissé dans l'ombre d'autres formes de déplacement. Curieux déséquilibre qui dit aussi quelque chose de la perception française des rapports avec le monde arabe"⁵⁰. Dans les deux situations historiques, avant et après l'indépendance, l'hégémonie avec toutes ses formes, a mit les élites intellectuelles dans des situations de cooptation ou d'exclusion.

Ces tendances d'exclusion et de cooptation des élites intellectuelles, après l'indépendance, s'accroissent davantage avec la crise de *gouvernance* qui paralyse toute activité autonome de la recherche et de la pédagogie ; elles ont comme effet pervers, l'étouffement des enseignants-chercheurs dans leur ambition intellectuelle et leur épanouissement dans leur carrière

⁴⁷ Hachimi Alaoui Myriam, (2007), *Les chemins d'exil, les algériens exilés en France et au Canada depuis les années 1990*. Ed, l'Harmattan, paris, p 11.

⁴⁸ Nous faisons référence à la typologie d'Abdelmalek Sayad sur l'histoire de l'immigration algérienne, in, " Les trois "âges" de l'émigration, *Actes de recherches en sciences sociales*, Volume 15, N°1, 1977.

⁴⁹ Production et reproduction des statistiques sur les élites, orientations des études sur le caractère économique de la migration, coopérations universitaires, mémoires entretenus par le manque d'archives... se sont des indicateurs parmi d'autres, qui nous renvoient à la problématique de la *domination entretenue* par les anciennes puissances coloniales.

⁵⁰ Brisson Thomas, (2009), *les intellectuels arabes en France*, collection Jadel, éd, casbah, Alger, p 34

professionnelle, pour se retrouver dans des situations *de mobilité forcée* vers d'autres pays plus attractifs.

En effet l'Algérie a enregistré depuis les années quatre vingt dix, des départs massifs de médecins, informaticiens et enseignants-chercheurs⁵¹. Les départs forcés des universitaires algériens durant les années quatre vingt dix, ne sont que des aboutissements de luttes idéologiques contradictoires dans une logique politique unanimiste, niant toute forme de contrat social entre les différents acteurs politiques qui ont structuré le champ politique algérien, depuis la naissance du mouvement national.

La migration intellectuelle algérienne est dans sa profondeur, un mouvement sociopolitique de contre hégémonie⁵² ; c'est-à-dire une forme de contestation sociale, exprimant une double opposition : Opposition au politique dominant, caractérisé par une idéologie unanimiste, adoptée par le Parti-Etat (FLN), juste après l'indépendance , comme une "raison d'état", et une opposition au processus de marginalisation symbolique, due a la gestion de la rente pétrolière, empêchant la formation autonome des corps professionnels.

La génération des élites intellectuelles, notamment celle des enseignants-chercheurs universitaires, à subit depuis les années soixante dix, à l'image de tous les champs sociaux professionnels "un mode de gestion bureaucratique"⁵³ holiste, mettant cette élite dans une position d'externalité par rapport au fonctionnement naturel de l'Université. Le tout politique, centralisé et contrôleur de tous, a "dénaturé systématiquement le fonctionnement de l'Université et a perverti la vocation réelle de la recherche"⁵⁴ et le métier de l'enseignant, pour le transformer par la suite, en un lieu de reproduction des rapports idéologiques dominants. Du coup, "« L'appareil idéologique » que n'avait jamais cessé d'être l'Université, s'affinait davantage dans la modulation d'un discours qui

⁵¹ Selon le rapport du CNES, il existe 7.5% immigrés algériens de catégorie cadres-professions supérieures, en France. CNES, Rapport sur les politiques migratoires européennes. Quel enjeu ? *Conseil National Economique et Social*. 26eme session plénière, juillet 2005). Alger, Algérie.

⁵² Ceci est notre hypothèse de travail

⁵³ Ghalamallah Mohamed (2006), l'université algérienne : Genèse des contraintes structurelles, conditions de mise à niveau, *Cahier du CREAD*, N°77, p35.

⁵⁴ Khaled Karim (2006), L'encadrement pédagogie et la pédagogie d'encadrement, *Cahiers du CREAD*, N°77, p 180.

va rapidement connaître ses limites devant le désenchantement qui va caractériser le reflux développementaliste. Dès lors les enjeux se radicalisent, les illusions se dévoilent, l'institution perd de ses finalités de promotion sociale ; l'arabisation apparaît pour ce qu'elle a toujours été, un vaste mouvement de déclassement social qui allait en s'élargissant. Du même coup s'achevait dans un procès de désinstitutionnalisation généralisée, la déqualification des produits de l'institution et s'exprimaient les limites de ceux-ci à se constituer en intelligentsia porteuse de sens, relativement autonome par rapport à l'Etat⁵⁵.

Le champ universitaire algérien a connu de profondes fissures idéologiques depuis les années quatre vingt dix, période des affrontements idéologiques transgénérationnels, hérités de l'histoire du mouvement national des années 20. Ces affrontements entre les élites arabophones et francophones, ont dialectiquement affecté le corps social de l'Algérie post coloniale. Les oppositions idéologiques symboliques : symboliques dans leur forme linguistique et communautaire entre ces deux élites qui structurent la société et le champ universitaire, " laissent la place à des affrontements plus explicites depuis octobre 88, période décisive, où les jeux et les enjeux se radicalisent entre ces deux tendances idéologiques, qui incarnent des conceptions radicalement opposées de la société"⁵⁶. Ces soubassements idéologiques *non élaborés* et qui se sont constitués en imaginaire social conflictuel, ne vont pas tarder à se mettre en surface pendant la période des années 90, pour devenir un référentiel idéologiques, justifiant le conflit sanglant et le passage à la violence physique contre les intellectuels.

C'est dans ces conditions d'impasse idéologique que *des* habitus migratoires, notamment pour la quatrième génération, celle des francophones, trouveront un sens pratique, à un processus de désillusion, qui a commencé à donner ses effets à partir des années quatre vingt⁵⁷. Du coup, "beaucoup d'enseignants de rang magistral

⁵⁵ Kadri Aissa (1999), (sous direction), *Parcours d'intellectuels Maghrébins*. Ed, Karthala, France, p 63.

⁵⁶ Kadri Aissa (2009), élites et intellectuels algériens sous influences, cahiers de liberté, n°1, janvier-février, p46.

⁵⁷ La crise pétrolière de 1986 a mis le système politique algérien dans une posture de *négociation forcée*, avec la société civile afin de maintenir son existence; l'ordre

ont tiré les conséquences d'une situation devenue, pour eux, intenable et ils s'exilent... En vérité la contradiction est plus profonde : ce n'est pas seulement parce qu'ils ne se « retrouvent » plus dans l'Université algérienne où qu'ils ne la reconnaissent plus que ces professeurs partent, mais c'est parce qu'ils ne se « retrouvent » plus dans la société qui a changé trop vite et trop profondément, et pas dans le sens qu'ils attendaient"⁵⁸

En effet le départ des enseignants universitaires algériens, n'est guère pour des raisons économiques, mais vécu comme un "*mal nécessaire*", du à une transition sociétale caractérisée par un basculement de rapports de forces, dans un processus de désinstitutionnalisation de l'université avec l'effondrement systématique de l'option développementiste, dont une partie était "organiquement"⁵⁹ engagée ou soutenait passivement ce projet national. Même sort pour le secteur de la recherche et le champ universitaire qui ont subi une ponction du politique dominant, depuis 1971, notamment en sciences humaines, "qui les a voulues opérationnelles, qui les a technicisées. Processus qui s'est continué dans une massification non contrôlée et qui s'est affirmée à travers leur idéologisation et leur politisation au point que, beaucoup d'enseignements n'étaient plus que la traduction du discours politique, notamment au moment de la production des chartes"⁶⁰. Les conséquences de cette interférence sont énormes sur le fonctionnement de l'enseignement et la recherche scientifique⁶¹ ;

politique dépend de la rente, ce qui explique les blocages de l'émergence de la société civile et la dépendance de l'université du politique.

⁵⁸ Guerid Djamel, (2007), *l'exception algérienne, la modernisation à l'épreuve de la société*. Ed, Casbah, Alger, p 303.

⁵⁹ Dans ce sens, M. Haddab, tente d'expliquer la structure du champ des élites en Algérie, par son passage de sa "situation organique à une situation critique". Haddab Mustapha (2007), *Elites et Société*, (Ouvrage collectif), Ed, Casbah, Alger, p70. Nous pensons que le contraire est juste aussi, dans la mesure où, certaines catégories d'enseignants-chercheurs, sont passés de la situation critique à une situation organique.

⁶⁰ Kadri Aissa, L'université est loin des réalités nationales, *El Watan*, N°5673, du 30 juin 2009.

⁶¹ L'université et le secteur de la recherche souffrent du problème de *l'autorité scientifique*. C'est une autorité symbolique et une équation de base dans toute activité scientifique autonome, *légitimée* par les pairs et considérée comme *des*

"certains, parmi ceux qui ont choisi de continuer dans l'enseignement supérieur et la recherche,...arrivent à la conclusion que l'unique solution réside dans le départ à l'étranger, là où on peut retrouver ce que l'on a essayé vainement d'installer ici"⁶².

C'est dans cette situation complexe, que nous essayerons de décrypter *le processus migratoire* qui a affecté les enseignants-chercheurs algériens, puis les *formes d'exil* qu'il a revêtues et, enfin, *la problématique du retour* dans la mesure où celui-ci est envisagé. Il s'agit d'un processus sous forme de *trois moments narratifs*, c'est-à-dire, *trois âges contextuels*⁶³, déterminants les représentations et les attitudes de ces enseignants-chercheur.

I. LE PROCESSUS MIGRATOIRE

"C'est un moment très difficile parce que, quand on prend cette décision c'est le Rubicon qu'on franchi. On sait ce qu'on a laissé derrière, mais on ne sait pas du tout ce qu'on va trouver devant soi" (Y, *Anthropologue, installé en France, depuis 1994*).

La mobilité des enseignants-chercheurs algériens, est déterminée fortement par deux grandes situations socio-anthropologiques, liées systématiquement entre elles ; *l'habitus migratoire*, considéré comme une prédisposition d'un système référentiel de l'élite algérienne, d'un côté, et de *l'hégémonie politique*⁶⁴, d'un autre côté, imposée comme ordre social, à la société et ses institutions (l'université et la recherches, dans notre cas). Du coup, la double dénaturalisation des rapports sociaux et le lien social (acculturation forcée et déculturation), juxtaposée, à celle, déjà imposée par l'entreprise coloniale, a profondément affecté la société algérienne, et elle a comme effets, les dysfonctionnements anormaux des institutions (le cas de l'université et le système de recherche).

références par la relève, du coup, elle les socialise davantage dans leur vocation.

Ces lacunes sont dues à un long processus de *cooptation bureaucratique*, mettant le champ universitaire et de la recherche dans une posture d'inertie généralisée.

⁶² Op-cit, Guerid Djamel, p 304.

⁶³ Cette typologie est le fruit de notre analyse de terrain en France avec les élites intellectuelles (entretiens approfondis, observations), inspirée du travail de Sayad sur les "trois âges" de l'immigration algérienne.

⁶⁴ Nous développons ces deux axes, ultérieurement dans notre analyse.

Pour ce qui de la mobilité des élites algériennes, la problématique *des droits de l'homme et d'Etat de droits*, est déterminante. La mobilité est profondément politique, liée systématiquement à des prédispositions migratoires (habitus), élaboré en "*imaginaire dormant/en veille*", et qui ne tardent pas à surgir, à partir des années 80, après l'effondrement de l'Etat providence- rentier, en 1986 (chute du prix du baril de pétrole) , et ses conséquences sur le déroulement des événements sanglants des années 90 (l'assassinat et la fuite des intellectuels, dans le cas de notre étude).

Le processus migratoire, est une dynamique dans les *représentations et les attitudes* des enseignants-chercheurs, déterminées par des contextes politiques de l'Algérie. Le processus migratoires peut obéir à deux logiques contradictoires ; *des processus de rupture assumée* en douceur dans le temps et un *processus de rupture violente*, du à des contextes dépassant les limites de l'imprévisible (le cas des assassinats et les menaces physiques des intellectuels). Du coup, des agents sociaux (cas d'enseignants-chercheurs) se trouvent dans des situations d'incertitudes, d'inquiétudes, de psychoses et de délire collectif.

Dans ces conditions, la dynamique migratoire devient une "contagion collective», obéit à deux paramètres psychosociologiques, renforçant davantage des départs systématiques ; *la "contagion mentale"*⁶⁵ *et l'intuition collective*. La contagion mentale est vécue par les intellectuels qui ont déjà perdu leurs amis un certain **Mardi**⁶⁶, ou qui sont déjà partis et qui ont fait preuve de réussite, et qui se sont constitués en réseaux par la suite. Par contre, les intuitions, sont des formes déductives et une perception d'une situation. C'est le cas, des intellectuels algériens, qui se trouvent dans la même position d'engagements publics, politiques et scientifiques similaires, qui ont été objet de tentatives d'assassinat, ou d'exclusion ; ils considèrent que l'avenir proche ou lointain, leur réserve le même sort (à qui le tour ? comme disaient nos interviewés après avoir perdu leurs collègues) . C'est une catégorie d'universitaires et d'intellectuels en général, qui ne sont pas menacés directement comme certains, mais ils

⁶⁵ Concept clé dans l'analyse des dynamiques des foules chez Gustave Le Bon. Le Bon (Gustave), *Psychologie des foules*. Collection *El Anis*, Ed, Enap, Alger, 1988.

⁶⁶ En référence aux intellectuels assassinés chaque Mardi, pendant les années 90 (**Djillali Liébes, M'hamed Boukhobza, Belkhenchir, Youcef Sebti,**).

ont, intuitivement, a tord ou a raison, "*deviné leur sort*", s'ils insistaient pour rester, comme le souligne explicitement l'un des professeurs, en exprimant ses *angoisse de mort*, "*C'est facile pour eux. Par conséquent ils frappaient. Ils tuaient. Je savais très bien qu'allait venir mon tour. Tu comprends ? Donc ...et puis j'avais constaté que quelques uns d'entre nous étaient frappés le mardi ...oui régulièrement le mardi... Le mardi à 9h du matin ou à 18h. Donc j'ai compris qu'il s'agissait peut être d'un rituel*". (A. B, professeur, installée en France depuis 1994). Un autre exprime son angoisse par rapport aux séries d'assassinats d'intellectuels algériens pendant les années 90, "*J'avais peur. Je n'ai pas reçu de menaces, mais j'avais peur. Parce que, si vous vous rappelez à l'époque, on commençait à liquider un certain nombre d'universitaires, intellectuels, journalistes et autres, donc je me disais peut être qu'un jour, on ne sait jamais, ça pourrait nous arriver*". (D, MC, 58 ans, installé en France depuis 1994).

L'analyse rétrospective de la trajectoire (scolaire, professionnelle, civique et sociale) des universitaires algériens installés en France, est un moment biographique, ou se mêle le subjectif et le structurel ; c'est-à-dire " cette articulation du biographique (par lequel se construit l'identité pour soi, revendiquée par les individus) et du structurel (par lequel se reconnaissent les identités par autrui, qui sont socialement légitimes, a un moment donné)...tout le monde est concerné par cette construction identitaire, qui constitue un processus conjoint des individus et des institutions dans la construction sociale des catégories"⁶⁷ .

Nous prenons le sens de l'identité professionnelle à travers la définition de Claude Dubar pour désigner "des manières socialement reconnues, pour les individus, de s'identifier les uns les autres, dans le champ du travail et de l'emploi"⁶⁸. Des manières sociales identifiables a travers les discours des enseignants-chercheurs, de leurs engagements politique, familiaux et même leurs *exhis corporel*....Donc, dans leur façon d'être socialement reconnu/méconnu par la société. En plus de la *visibilité sociale*, s'ajoute, *l'identification professionnelle* entre les pairs, en termes de notoriété

⁶⁷ Dubar (Claude), (1994), l'insertion comme articulation temporelle du biographique et du structurel. Revue de sociologie française, vol 35, n° 02, p 290.

⁶⁸ Dubar, Claude (2000), La crise des identités. Edu, puf, Paris, p95.

scientifique et pédagogique. Ces deux processus d'identification sociale et professionnelle sont le produit comme le souligne toujours Dubar, d'un double compromis entre une *identité pour autrui* (assignée notamment par *l'institution*, dans le cas des enseignants chercheurs et intériorisée ou non par ses derniers) et une *identité pour soi* (liée à la *biographie*, la trajectoire scolaire et l'identité visée).

C'est dans ces deux figures identitaires (pour autrui et soi), que se structure graduellement, le champ universitaire et s'autonomise, pour se singulariser des autres champs sociaux, notamment du politique. Or, l'interférence systématique du politique dans la gestion de l'université et de la recherche en Algérie, ne sont que des "*alibis*" d'un *système rentier*, qui a systématiquement, au fur et à mesure des réformes successives introduites dans l'université et le système de recherche, *fonctionnarisé le métier de l'enseignant-chercheur* et fait éloigner l'université et la recherche de leurs vocations réelles⁶⁹.

Notre démarche s'inscrit dans une approche sociologique des professions. Elle a comme objectif d'appréhender la *dynamique des "identités professionnelles"*⁷⁰ des enseignants chercheurs algériens installés en France.

Notre échantillon⁷¹ a été interrogé sur la base d'un guide d'entretien structuré. L'entretien est de type *semi directif* et il est élaboré systématiquement en fonction de la problématique des trajectoires scolaires et professionnelles des interviewés. Il est réparti

⁶⁹ L'ensemble des enquêtés de notre échantillon, est unanime sur cette problématique.

Il (système rentier) est même motif de leur exil forcé, après avoir compris le jeu fermé du couple politique/rente, comme source de légitimation et de cooptation sociale. Du coup, la marginalisation systématique des compétences et l'incapacité de la société, dans son processus de captation de la rente, d'exprimer son besoin pour les élites intellectuelles.

⁷⁰ Dubar Claude (2005), *sociologie des professions*, Ed, Armand colin, 2eme éd, Paris.

⁷¹ Nous exploitons un corpus de **25 entretiens approfondis (semi directif)**, que nous avons réalisé pendant **le deuxième semestre de l'année 2008 et de 2009**, avec des **enseignants-chercheurs** algériens installés en France, sur une totalité de **45 interviewés** repartis en quatre professions distinctes (25 enseignants-chercheurs, 10 médecins, 06 journalistes et 4 informaticiens).

en six thèmes de référents⁷², dont chacun, a ses propres indicateurs, exhibés à leur tour, sous forme de questions implicites et explicites.

Notre approche se base sur une *analyse thématique* des récits de vie relatifs aux trajectoires professionnelle et sociale, des enseignants chercheurs algériens installés en France, après avoir capitalisé une expérience professionnelle en Algérie, égale ou supérieure à une année⁷³.

Les récits de vie en tant qu'approche "inductive ou déductive, ou les deux à la fois, dans une itération entre théorie et analyse des données du terrain"⁷⁴ ont pour objectif d'expliquer le sens commun. Un sens en rupture avec les récits romanesques, en mettant en valeur l'agent social dans ses interactions dans un temps et un champ social bien déterminés. L'analyse sociologique a pour alternative de "construire la notion de trajectoire comme série des positions successivement occupées par un même agent (ou un même groupe) dans un espace lui – même en devenir et soumis à d'incessante transformations"⁷⁵.

Dans ces conditions sociales " les événements biographiques se définissent comme autant de placements et de déplacement dans l'espace social, c'est-à-dire, plus précisément, dans les différents états successifs de la structure de la distribution des différentes espaces de capital qui sont en jeu dans le champ considéré. Le sens des événements conduisant d'une position à une autre (d'un poste professionnel à un autre.....) se définit, de toute évidence, dans la relation objective entre sens et la valeur au moment considéré de ces positions au sein d'un espace orienté. C'est-à-dire qu'on peut comprendre une trajectoire qu'à condition d'avoir préalablement

⁷² Données personnelles de l'interviewé. Processus décisionnel à l'émigration. Etudes supérieures en Algérie. Activités professionnelles en Algérie. Études et activités professionnelles en France. Les aspirations des interviewés.

⁷³ En terme d'expérience professionnelle des interviewés passée ici en Algérie, elle varie entre deux et vingt ans. La majorité des interviewés ont quitté l'université algérienne pendant les années 90.

⁷⁴ Blandine Veith, De la portée des récits de vie dans l'analyse des processus globaux. *Bulletin de méthodologie sociologique*, p03. <http://bms.revues.org/index78.html>. Consulté le 12/05/09 à 15h.

⁷⁵ Bourdieu Pierre, L'illusion biographique, *Actes de recherches en sciences sociales*, Vol 62, n°01, 1986, p 71.

construit les états successifs du champ dans lequel elle s'est déroulée, donc l'ensemble des relations objectives qui ont uni l'agent considéréa l'ensemble des autres agents engagés dans le même champ et affrontés au même espace du possible"⁷⁶.

I.1. l'âge des attaches au pays : A l'origine d'un double exil.

I.1.1.Mobilité subie et non choisie :

Il est primordial de signaler que l'installation définitive des enseignants chercheurs algériens à l'étranger, notamment en France, dans le cas de notre étude, relève d'un projet *jamais pensé*. Leur attachement à leur société d'origine est très profond, sans faille et sans polémique. Leurs déplacements habituels, dans un souci de renouvellement de leurs savoirs théoriques, notamment la fréquentation des bibliothèques, participations internationales aux séminaires et colloques...font parties de l'identité scientifique qu'exige leur métier comme le souligne l'une des enseignante " *je n'ai pas décidé, c'est venu comme ça ! Ils m'ont proposé un poste à l'Université, ici en France, comme associée, j'ai pris ma mise en disponibilité. Mais aussi venir en France, c'était toujours une histoire de va et vient ; c'est-à-dire mon métier m'impose de venir à chaque foi. Donc on navigue entre les deux rives, puisque la majorité des archives sont là, en France*" (T.W, Maître de Conférences associée, 59 ans, installée en France depuis 1998).

Tous les enquêtés de notre étude sont unanimes sur cette question ; c'est-à-dire, que leur mobilité n'a jamais été un choix mais imposée par la force des événements, rarement pensés. Leur expérience migratoire après leur *installation forcée* en France, a été et reste toujours, vécue comme un déchirement identitaire, un traumatisme, une psychose et une absence lourdement assumée. A la question, lors des entretiens, sur la genèse du projet de quitter l'Algérie les réponses tombent tout de suite sans détour" *c'est très simple. Je n'ai jamais envisagé de quitter l'Algérie, ça n'a jamais été ni dans mon projet de vie, ni dans mon imaginaire même*". (S.N. Prof des universités, 62 ans, installé en France depuis 1993). Un autre prof de psychologie d'une

⁷⁶ Op-cit, p 72

grande notoriété scientifique confirme son nationalisme et attachement au pays " *Jamais, jamais.....Aller dans le pays du colonisateur ! Jamais, ce n'est pas possible* " (C.M. prof, 56 ans, installé en France depuis 1994). Une autre enseignante, de l'ancienne génération, qui a investi avec douleur, dans les études, et confirme son attachement profond pour la société algérienne " *Je n'ai rien décidé, ce sont des événements qui m'ont poussé. J'étais boursière en 1976, je suis rentrée en Algérie, j'ai pris un poste en 1980 comme maître de conférence et après je n'ai pas pensé de partir. C'est la guerre civile qui m'a poussé à quitter l'Algérie*". (B.Z, prof, chef de département, 60ans, installée en France depuis 1996).

Un autre enseignant connu et reconnu dans son domaine de recherche, exprime son profond attachement au pays malgré les risques qui le guettaient pendant les années 90. La mobilité forcée de cet enseignant-chercheur était vécue comme un arrachement, " *Je dois dire que jamais l'idée de quitter mon pays ne m'a effleurée. C'est quelque chose qui était totalement impensé. Moi je suis enraciné dans ce pays (silence)... depuis la préhistoire quoi. Je n'ai jamais une seule seconde envisagé de partir et donc c'est (silence)... c'est un arrachement. C'est un arrachement et donc un déracinement au sens physique du terme si vous voyez. Pas du tout au sens pleurnichard, je ne pleurniche pas...je ne regrette rien du tout... mais j'ai mal, j'ai mal à ce pays et à ma société*". (B.A, professeur des universités, 65 ans, quitté l'Algérie en 1994).

Ces témoignages de grandes significations mettent en valeur la problématique du double déchirement vécu par ces enseignants, une fois installés dans leur pays d'accueil ; c'est une double absence et un double exil, malgré leur réussite professionnelle. Leur socialisation de base, leurs attaches culturels et surtout leurs investissements professionnels⁷⁷ qui s'accompagnent avec ses alias d'ordre bureaucratique, idéologique et sociaux (statut du savoir), se trouvent soudain (surtout depuis les années 90), dans une rupture violente. Une rupture avec leur pays d'origine est vécue comme un divorce imposé,

⁷⁷ Il est important de mettre l'accent sur la notion du capital professionnel des ces enseignants-chercheurs, c'est-à-dire du temps passé, de l'engagement pendant leur exercice du métier avant leur départ. La moyenne de l'expérience professionnelle de ces élites interviewées, est entre 3 ans et 20 ans.

dans des conditions de violence, dans sa forme symbolique et physique.

I.1.2. La dette en vers le pays : Le mythe du "retour".

La première vague de boursiers universitaires, notamment ceux envoyés pendant les années 80, dans le cadre de préparation de DEA et de Doctorats, ont été toujours motivés dès le départ par *un retour* en Algérie. C'était le contexte (années 80) d'une ambiance idéologique, du parti-Etat, qui embrigade toute la société. "L'Université au service de la nation", slogan mis en valeur dans l'option développementiste de l'époque, notamment après la réforme de 1971, et dans le rapport du comité central du FLN, de 1981, portant sur la politique culturelle et éducative de l'Algérie. C'est dans ces conditions d'appropriation idéologique de l'espace universitaire, qu'un enseignant-chercheur éminent, nous confirme cette situation, en réponse à la question sur la genèse du projet de départ, *"Comment c'est venu ?...je pense que c'est un peu comme tous mes collègues. Ça ne vient pas brusquement, surtout pour les gens de ma génération. Moi je suis un enfant de l'université algérienne, j'ai été envoyé en formation par mon gouvernement et par mon ministère. J'ai toujours désiré terminer ma formation et rentrer chez moi pour rendre service à mon pays, pour rendre la dette que j'avais à l'égard de mon pays d'abord et parce que c'était mon pays et ça reste mon pays. Donc, à ce titre là, pour moi les choses étaient évidentes. Je n'avais jamais pensé de partir...j'ai passé un certain nombre d'années à l'étranger et j'avais eu, à plusieurs reprises la possibilité de rester...des propositions pour m'installer dans les pays où j'étais, j'avais toujours refusé parce que je n'avais jamais pensé une minute de partir, quitter mon pays, sauf dans le cadre de ma formation. Donc quand je suis rentré en Algérie en 1980, quand j'ai commencé à enseigner, moi il était clair et évident que c'était pour la vie, pas question, à un moment donné ou un autre, de partir". (Y.M. Maître de conférences, 57 ans, installé en France depuis 1995).*

Ces attitudes et représentations aussi nombreuses, témoignent d'un contexte, celui des années 60 et 70, caractérisé par un *engagement civique* des élites, socialisées encore dans des croyances positives aux changements de l'Algérie, comme le confirme l'un des grands physiciens, connu et reconnu par les pairs en France, *"J'ai quitté la France, après mes études, pour m'installer définitivement en Algérie,*

avec une envie forte d'apporter ma contribution.....la contribution comme un algérien qui aime bien son pays etc..... donc j'ai déménagé, je me suis installé à Tlemcen, pas très loin de mes parents, et puis j'ai intégré l'université". (B, professeur en physique, 50 ans, installés en France depuis 1987).

Une autre enseignante- chercheuse nous livre son témoignage sur le contexte des années 60/70, notamment en termes de la profonde croyance aux changements de la société algérienne après l'indépendance, et la volonté de participer activement avec la recherche scientifique afin de faire avancer les choses. C'était un contexte historique caractérisé par de multiples espérances, qui ont marqué toute une génération enseignants-chercheurs pendant cette époque : *c'était l'âge des espérances*. Malgré peu de moyens de travail qu'offrait l'université, les enseignants-chercheurs croyaient à leur métier et avaient foi en l'avenir de l'Algérie fraîchement indépendante ; *" malgré ces conditions on pouvait faire de la recherche parce qu'on était un groupe de chercheurs et les gens croyaient en l'indépendance et il est question de faire quelques choses pour l'Algérie". (Z, enseignante-chercheur, 60 ans, installé en France depuis 1996).*

Ces représentations positives d'intégration professionnelle des enseignants-chercheurs dans l'institution universitaire , après avoir accompli leur formation postgraduée a l'étranger, tardèrent pas à mettre en évidence, le nouveau "*âge des désespérances*", avec comme effets pervers, la genèse des déceptions et l'érosion du mythe Etat-providence, en faisant face, quotidiennement et en vain, au déclassé social des intellectuels et a la bureaucratisation étouffante du champ universitaire et de la recherche (choix des directeurs et des recteurs, absence systématique d'éthique universitaire, marginalisation de l'enseignant, politique linguistique d'exclusion, massification non maîtrisée, distribution inégales de bourses, passes droits, bureaucratie, clanisme, régionalisme...). Ces processus de transformations anormales dans le champ universitaires et de la recherche en Algérie, sont vécus comme un début de *ruptures*. C'est un nouveau contexte, notamment a partir des années 80, qui est caractérisé par l'émergence des mouvements sociaux de contre hégémonie culturelle et politique, et qui, ne tardent pas à affecter profondément l'Université. Des ruptures avec l'institution universitaire, vont s'aggraver davantage après la crise économique de

1986, la massification de l'université et le basculement des rapports de force au profit des arabisants ; l'université se trouve alors dans une situation de "l'étudiant et l'enseignant majoritaires"⁷⁸. Les ruptures du biographique avec le structurel sont déjà consommées. La problématique de *l'identité professionnelle* des enseignants chercheurs, de l'université et sa place dans la société, deviennent un enjeu politique ; les ruptures et la mobilité internationale sont des "options" qui s'imposent d'elles mêmes. Les années 90, n'ont fait qu'accélérer un *habitus migratoire* déjà *intériorisé passivement* par l'élite universitaire, dans ces conditions de violence symbolique.

La dette envers le pays ne peut être appréhendée que dans ces contextes. La relation envers le pays est omniprésente, pour ce qui est de la génération qui a été déjà socialisée en Algérie. La dette envers le pays est une équation de *don/ contre don*, au sens anthropologique du terme, liée pour la génération des années 70/80, à une *ambiance idéologique*, où la confusion est de marque, entre les concepts de l'Etat et ceux du Pouvoir. Du coup, une confiscation de l'action individuelle et collective par ce dernier, est installée ; c'est-à-dire un embrigadement idéologique⁷⁹, véhiculé par le parti-état, réduisant la société et les élites algériennes à de simples exécutants, à qui, on demande des comptes, non pas en tant qu'actes de citoyens autonomes, mais implicitement comme, des citoyens aliénés au politique dominant. Ce type de socialisation politique des universitaires d'enfant trouve sa signification dans cette *dette inconditionnelle* envers le pays. Un pays perçu par chaque algérien, comme une entité abstraite, contenant différentes significations subjectives (relations à la famille, amis, tribus, communautés, Houma-quartiers...).

Une autre forme de "dette" se développe à partir des années 90/2000. La motivation de rendre service au pays, chèrement

⁷⁸ Ce constat revient spécialement à Guerid Djamel, (2008) l'exception algérienne. Ed, casbah, Alger.

⁷⁹ Du simples citoyens aux élites, une perception dichotomique domine cette *conception de la dette* : "l'état vous a élevé, soigné, construit des écoles, des usines et hôpitaux...c'est à votre tour de lui rendre son bien". C'est une situation anthropologique avec un sens paternaliste du politique. Du coup, un nationalisme paternaliste s'instaure pour infantiliser la société ; les effets pervers ne tardent pas donner leurs fruits à partir des années80 : Emergences des mouvements de contestations sociales d'ordre culturel et politique.

appropriée par la première génération (70/80), prend une autre forme ; *dette envers la société* qui est livrée à elle-même. Ce détachement de la dette vis-à-vis du politique dominant, est de marque, puisque énormément d'associations et organisations⁸⁰, vont se créer et se réactualiser à l'étranger, pour fonctionner, en dehors des cercles officiels, pour apporter des aides et des soutiens à la société algérienne et en particulier, pour le cas de notre étude, aux intellectuels. C'est "l'âge" de la naissance des réseaux sociaux virtuels entre les intellectuels, notamment avec l'avènement de la toile (internet).

I.2. l'âge des ruptures :

Parler des ruptures, c'est mettre en surface une réalité socio-anthropologique que traverse l'institution universitaire algérienne, avec tous ses fonctionnements anormaux, comme produit d'un long processus qui date de l'époque coloniale et postcoloniale. A force d'accumuler les dysfonctionnements, le champ universitaire algérien se trouve otage de ses propres contradictions. Les ruptures biographiques des universitaires algériens avec leur institution, se déterminent comme des soubassements socio-anthropologiques qui ont toujours structuré le champ universitaire algérien depuis les années 70, mais qui n'ont pas trouvé de conditions favorables pour surgir en surface. Il fallait attendre les années 80/90, avec *la massification de l'université, les effets pervers de la politique volontariste d'arabisation*⁸¹ *et la dévalorisation des conditions pédagogiques et socioéconomiques*, pour que les doutes s'installent dans *l'identité professionnelle* des enseignants universitaires algériens. Du coup, des ruptures biographiques avec l'institution universitaire, commencent à se "digérer" amèrement, notamment pour l'élite

⁸⁰ A titre d'exemple, pour le cas de notre étude, Création du CISIA, Comité Internationale de Sauvegarde des Intellectuels Algériens. Associations de médecins maghrébins et algériens installés en France, qui font toujours des soins gratuits pour les algériens (SOLIMED...)

⁸¹ Il faut signaler que les conséquences de la politique d'arabisation sont vécues par l'élite francophone, comme une **castration et un traumatisme**. Du coup, des ruptures biographiques, avec comme effets le développement des exils intérieurs pour les uns et l'exil extérieur pour les autres avec l'université, se sont installées, pour donner, par la suite une vague de fuite systématique et graduelle vers l'étranger. Les années 90, n'ont été qu'un accomplissement d'une *prédisposition migratoire déjà incorporée*, ou ce qu'on appelle un "**habitus migratoire**" des élites algérienne.

universitaire, formée dans des *standards épistémiques internationaux*.

Dans ces conditions de dysfonctionnements de l'université algérienne, **deux formes** de ruptures biographiques des universitaires se développent. Ce sont des ruptures d'agents sociaux avec leur structures ; c'est-à-dire des ruptures professionnelle des enseignants chercheurs avec leur structure professionnelle. Elles sont l'expression de la structure des relations que des enseignants tissent avec leur structure professionnelle.

I.2.1. Ruptures passives

Ce sont des ruptures qui sont considérées comme des soubassements socio-anthropologiques, déterminants dans la formation des habitus migratoires, et sources de contestations et mécontentements sociaux dans le champ universitaire algérien. Ce sont des ruptures d'attachements professionnelles, des enseignants chercheurs avec leur institution universitaire, qui ressemble à une démobilisation forcée, malgré le poids de leur vocation. Cette rupture est source de maux sociaux⁸² que traversaient et traversent encore le corps enseignants-chercheurs en Algérie. Elle (rupture passive) est l'expression d'un malaise, d'une impuissance individuelle et collective de faire face à une situation qui se complique davantage et à une série de dysfonctionnements qui échappaient aux consciences épistémiques d'une élite universitaire, embrigadée dans sa majorité dans "*l'idéologie développentiste*".

À force d'accumuler ces dysfonctionnements au sein de l'Université, certains enseignants-chercheurs avertis, voient leur douleur et leur sentiment d'impuissance s'accroître. De ce fait, ils essayaient de "*booster les choses*", tant qu'élite motivée par un idéal et conscient de ce qu'exige leur métier, contrairement aux logiques des enseignants-fonctionnaires, à vocation *statut administratif*, "*conscients*" du fonctionnement rentier de l'université.

⁸² Faut-il signaler que dans certains cas, l'*exil intérieur*, d'ordre professionnel est source d'*exil psychiatrique* chez certains enseignants chercheurs. Ce même exil intérieur va s'accroître davantage chez *certaines enseignantes* dans leur pays d'accueil ; il est source de dépressions, d'alcoolisme, divorces, déchirements identitaires...

Ce mode de socialisation professionnelle, nous révèle deux types de catégories professionnelles au sein du champ universitaire algérien :

1/ Un sous groupe, composé *d'enseignants-chercheurs de métier*, produit et formé selon des standards internationaux et motivé par un idéal et une vocation scientifique.

2/ Un autre sous groupe, est réduit avec la *force des reformes* successives de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, à des *enseignants-chercheurs fonctionnaires*, soucieux seulement de sa carrière professionnelle.

Ces deux modes de socialisation professionnelle, sont à l'origine de "conflits de génération" et conflits d'éthos au sein du champ universitaire, au détriment du premier sous groupe, puisque le deuxième sous groupe, va participer entre autre, à la mise en fin de la mission élitiste de l'Université algérienne, favoriser l'inertie et à réduire l'Université à un simple appareil de production de diplôme (Diplomite), empêchant toute forme d'émergence de *la conscience collective* à la corporation autonome ; mais surtout, à l'installation de *réseaux sociaux invisibles* dans leurs fonctionnements, au sein de l'université, avec en perspective, le partage de la rente et les privilèges à caractère communautaire, notamment à partir des années 80, loin des *règles naturelles et visibles* du fonctionnement d'un champ universitaire. C'est ce que confirme l'un des chercheurs interviewé, qui a vécu tous les bouleversements de l'Algérie indépendante et de l'université en particulier, *"Les seules préoccupations, la seule préoccupation c'était la rente. Comment prendre sa part. Jusqu'aux jeunes universitaires de l'époque, qui sont aujourd'hui des universitaires confirmés etc...., Y compris nos étudiants qui nous disaient "vous vous êtes hors jeu". "Vous ne savez pas". "Je prends ma part", comme ça, se sont des expressions qu'ils utilisaient, " de la rente. Pourquoi lui et pas moi ". C'était comme ça, pourquoi lui et pas moi? Donc ...le système de la rente a fait que...de redistribution de la rente et, évidemment inégal, à fait que c'était devenu...comment dirais je, du capitalisme sauvage mais sans le capitalisme. Une sorte de comportement ...de la horde. De la horde. Il n'y a pas de règles, de règles du jeu. Donc la règle c'est le réseau et le réseautage. Ou tu fais partie d'un réseau et tu es sauvé, ou tu ne fais pas partie d'un réseau et tu es foutu. Les intellectuels se sont mis dans le réseau".* (B. professeur des universités, installé en France depuis 1994). Du coup, ces processus de désinstitutionalisation de l'université, mettent les

enseignants-chercheurs à vocation universitaire, dans des *postures de ruptures passives* avec l'université. "*L'existence institutionnelle*" de ces universitaires, n'est qu'une survie professionnelle, alimentée, par la force ces contradictions, par un fatalisme et un exil intérieur. Un des enseignants a bien schématisé cette rupture passive, qui est en corrélation avec cet exil intérieur, "*Pour une simple raison, je n'avais pas de structure et au même temps le grade m'a démoralisé et puis on sent une certaine marginalisation de la part de l'université. Je me sentais en bas d'échelle en terme de statut, mais scientifiquement j'estimais avoir des compétences, plus un diplôme nettement supérieur a ce statut qui m'y ai attribué. Ainsi j'ai évité de présenter un projet scientifique pour la commission scientifique, car je contestais les compétences de ses membres en la matière. Donc je m'auto-marginalise, ce qui renforce une certaine tendance de faire cavalier seul en matière de recherche*". (B. A, Chargé de cours, installé en France depuis 1990).

C'est dans ces conditions de *ruptures passives avec l'institutionnel*, qu'il est possible d'appréhender la "**migration intellectuelle dormante**", imprévisiblement candidate a la mobilité internationale. Les ruptures passives, sont sources de structurations de "**foyer dormants**" de candidats à la migration internationale.

I.2.2. Ruptures actives :

"Il n'est pas de rupture plus grande, plus douloureuse, plus dramatique, que celle qui se traduit par l'émigration hors de la terre natale et d'immigration en quelque autre terre étrangère" (A. sayad, *Histoire et recherche identitaire*, 2002).

Ces mêmes formes de ruptures passives, ne vont pas tarder à produire une forte "*dynamique interne*", sous l'épreuve du contexte des années 90, pour laisser la place à la *rupture active*. Ce sont des ruptures physiques et réelles, qui consistent à la démission réelle des enseignants- chercheurs avec leur milieu professionnel, et la prise de décision de quitter le milieu universitaire, devenu non attractif, pour ses *dysfonctionnements anomique*; comme le constate l'un des interviewés, en dénonçant l'un des dysfonctionnements du champ universitaire algérien, "*je te confirme que l'université pénalise les chercheurs puisque le système repose plus sur l'ancienneté que sur la production. Je te donne un exemple, un chargé de cours qui a pas mal d'années d'ancienneté mais qui n'a aucune publication a nettement*

plus de chance et opportunité d'obtenir une bourse de stage qu'un maître assistant titulaire d'un doctorat et auteurs de plusieurs publications". (B. A, Chargé de cour, installé en France depuis 1990). Un autre professeur fait un bilan de sa longue expérience professionnelle à la fois dans le secteur économique et de l'enseignement supérieur ; une représentation individuelle d'une expérience, qui témoigne sur des faits qui ont aussi des effets sur toute une génération, "Toute notre activité d'enseignement et de recherche, moi et mes collègues, était perturbée dès le début jusqu'à nos jours. Il y avait rien depuis l'indépendance. Les pouvoirs publics n'ont jamais données de l'importance à l'université et la recherche. Le critère, c'est de donner un statut et un revenu stable et respectable aux enseignants /chercheurs, donc ils s'en foutent. La rente est centrale dans cette situation. C'est un système rentier qui refuse que l'on discute avec lui la distribution de la rente. Donc, le reste c'est formel, y compris l'université, on s'en fout de ses institutions. C'est - a- dire pour vue qu'elle ne forme pas des gens compétitifs et des universitaires compétitifs aux partages de la rente. C'est un cercle à huit clos, alimenté par la rente. Que l'université ne crée pas une force de contestations ou d'exigence de participation à un pouvoir sur la base des qualifications et de compétences. Ce sont des raisons qui ont poussé et qui poussent encore les compétences algériennes à partir et s'installer dans des pays étrangers" (K.O, Professeur, 54 ans, installé en France depuis 1990).

II. LES TROIS EXILS

"La fuite pour l'homme est une blessure dont les plaies ne cicatrisent jamais" (Omar Aktouf, Algérie, entre l'exil et la curée, 1989)

Si les formes de ruptures sont liées aux fonctionnements du structurel (l'université), les formes d'exils des agents sociaux (les enseignants-chercheurs), sont les conséquences du sens pratique subi au sein de l'institution universitaire par ces derniers.

Dans les conditions de ruptures passives et actives, vécues comme une ambivalence dans l'identité professionnelle des compétences algériennes et en particulier les enseignants-chercheurs (cas de notre étude), **trois formes d'exil** sont vécues par l'élite universitaire. Ce sont des situations psychosociologiques, qui accompagnent les sujets migrants pendant toute leur *expérience migratoire*, donc

déterminantes *dans* leur socialisation en général et professionnelle, en particulier. Un métier, ou la compétence dans chaque spécialité respective, est considérée comme des *pratiques professionnelles en perpétuelle construction*. Du coup, des pratiques professionnelles, qui sont objets d'une quête d'un environnement professionnel, plus reconnaissant et attractif.

II.1. Exil Intérieur dans le pays d'origine : Aux sources de la violence symbolique.

Faute de conditions objectives favorables , génératrices de fortes motivations à la mobilité internationale et/ ou pour des raisons subjectives (attachements à la famille, engagements politiques, fatalisme, chauvinisme, incertitudes professionnelles et repositionnement social dans les pays d'accueil, scolarité des enfants...) qui entourent chaque universitaire algérien soucieux de sa vocation universitaire, il se *trouve exiler*, renfermer sur lui même, à la fois dans sa propre société et milieu professionnel.

À force d'accumuler des fonctionnements anoniques dans l'institution universitaires, l'enseignant-chercheur, se trouvent dans une dynamique de déprofessionnalisation systématique, à qui, cette posture de prise de conscience est un véritable enjeu dans l'institution universitaire, puisqu' elle a comme *effets idéologiques*, la normalité d'une situation anormale ; c'est-à-dire une soumission graduelle à une situation de décomposition de l'université, incorporée comme une valeur de référence, dans le quotidien des universitaires et notamment dans les représentations et les pratiques des enseignants chercheurs fonctionnaires. Ceci du fait que l'institution universitaire leur offre au préalable, des règles de fonctionnement internes, qui échappent aux règles académiques de l'université. De ce fait, des *habitus secondaires* se développent dans leur carrière professionnelle, comme une *conscience*, génératrice d'une illusion, renforçant davantage une aliénation historique, a la fois, de l'intuition universitaire et de la société en général. C'est, dans ces conditions anoniques que le

désordre se construit comme un ordre social⁸³ de fonctionnement de l'université.

Face à cette situation qu'offre le champ universitaire et de la recherche, des enseignants chercheurs soucieux de leur vocation de recherche, vont vivre en marge de *la temporalité* de leur institution qui a "changé". Ces enseignants-chercheurs sont dans des postures d'exil intérieur, par rapport à leurs pratiques professionnelles, comme le souligne un des chercheurs physiciens, "*Pas tout de suite parce que moi j'étais physicien pur et dur, je suis rentré en Algérie, j'avais travaillé pendant 6 ans en recherche appliquée, on avait fait des choses, on se donnait à fond pendant plusieurs années puis au bout d'un certain moment, au bout de la 6eme année je voyais que ça stagnait en fait. Ça stagnait .c'est au niveau scientifique, on n'avancait plus. Là je ne pourrais pas vous donner plus de détail pourquoi, ni comment. A un certain moment on fait un état des lieux. On se rend compte que là bas ça y est, je n'avais plus cette envie de poursuivre, parce que je n'avancais plus*". (A.R, Directeur de recherche, installé en France depuis 1989).

La prise de conscience, même tardive dans certaines situations professionnelles des enseignants, par rapport aux dysfonctionnements de l'université, notamment dans ses fonctions de production/ diffusion des savoirs et la critique, met ces derniers dans une *ambiance professionnelle*, caractérisée par des troubles et de désespoirs de types individuels et collectifs. Un des enquêté, nous révèle le fond de sa pensée après avoir, en vain, été alimenté par une démarche critique dans ses approches académiques et engagements publics en Algérie, "*Une chose importante en Algérie, ce n'est pas la critique en soi qui est interdite, puisqu'on est dans un pays unique(rire), tout le monde critique, moins avant, mais la spécificité, c'est que vous êtes libre dans la mesure où vous êtes isolé...vous êtes libre mais isolé. Donc, ghayette wa tabel alla rouhek wa kima t'heb. (Chantez tant vous voulez, tu n'auras jamais d'oreilles attentives)*" (K .O, Professeur, 54 ans, installé en France depuis 1990).

⁸³ "Normal", "nooormal", "Normal rak f'el djair", sont des situations observables, dans les *comportements langagiers*, du quotidien des gens, face à de différentes situations sociales. Ces situations sont révélatrices de la problématique de la Citoyenneté et de l'engagement dans l'espace public en Algérie, comme produit des processus historiques.

C'est dans ces conditions anoniques que l'institution universitaire perd sa légitimité symbolique, faute d'être le noyau central du rayonnement, au sein de la société. Du coup, toute la société se trouve otage de l'émotionnel (politique, religieux, identitaire, communautaire...) et met, les porteurs du savoir dans un double exil ; le professionnel d'un côté et le sociétal de l'autre. L'exil intérieur trouve sa signification, dans les conflits de référents intellectuels et croyances individuelles, par rapport à des communautés sociales de base, cooptées et remodelées selon des contextes politiques, dans une ambiance idéologiques unanimiste, empêchant l'émergence du sujet pensant.

Face à des situations de ruptures et d'exil intérieur, vécu comme une violence symbolique, certains enseignants, subissent des choix incontournables et développent des stratégies de mobilité internationale, puisque les ruptures actives et l'exil intérieur sont déjà incorporées. Dans ces conditions, on peut confirmer que "L'habitus est ce « pouvoir-être » qui tend à produire des pratiques objectivement ajustées aux possibilités, notamment en orientant la perception et l'appréciation des possibilités inscrites dans la situation présente"⁸⁴.

II.2. Exil extérieur : l'imaginaire migratoire au secours de l'exil intérieur.

La nature a toujours horreur du vide. C'est dans des conditions de *marginalisation et de violence symboliques* et dans le contexte de *violence physique* des années 90, avec en surface, tous les soubassements sociaux transgénérationnels (linguistiques, idéologiques, identitaires...) qui ont toujours structuré l'ensemble des champs sociaux de la société algérienne (l'université dans notre cas), que la mobilité internationale s'offre comme un choix imposé aux enseignants- chercheurs qui ont déjà, passivement ou activement, incorporé les ruptures et l'exil intérieur. Du coup, une crise multidimensionnelle envahi toute la société Algérienne, mettant entre autre, l'université dans une *phase d'achèvement* de son acquis, *difficilement assumé et douloureusement accumulé*⁸⁵.

⁸⁴ Bourdieu, Pierre, (1997), Méditations pascaliennes, Ed, Seuil, Paris, p 258.

⁸⁵ Faute de stratégies et volonté politique des pouvoirs successifs en vers le secteur de la recherche et universitaire, en transformant la compétence compétitive, en valeur économique ajoutée, l'université a toujours fonctionné sans *synergie et*

L'exil extérieur est une forme de fuite dans un imaginaire migratoire déjà construit et / ou en pleine construction, avec la force des contradictions sociales et les ruptures professionnelles. Il (l'exil) prend une "*fonction thérapeutique*" des agents sociaux, dans des situations de crise ; c'est-à-dire, une échappatoire, réactivant un idéal de vie et des expériences nostalgiques, pour les incorporer, comme des valeurs de référence. Du coup, l'exil extérieur, est source de conflits entre deux modes conflictuels de socialisation : le *groupe d'appartenance* et le *groupe de références* des élites algériennes. Cette ambivalence dans la socialisation des élites intellectuelles algériennes, trouve son compte, dans le *processus politique unanime* de l'Algérie indépendante, refusant toute forme de diversité, y compris celle, relative à la liberté académique et de la pensée au sein de l'université, comme le souligne l'un des enseignants : "*A l'époque, c'était impossible de fonder une pensée critique, car les forces porteuses de même projet comme moi se sont baissées de plus en plus, puisque la fuite a commencé déjà et le retour des ces gens là, était très très faible*". (K. Professeur, 54 ans, installés en France depuis 1990).

Si l'exil intérieur prend une *forme pathologique* des agents en double rupture, avec le professionnel et le sociétal, *l'exil extérieur* échappe à cette règle, par la "*transcendance*" de multiples dysfonctionnements, sous forme d'un possible espoir, nourrie par un *imaginaire migratoire*, à qui, il trouvera une possible issue, dans une démarche de mobilité internationale. Le choix de la France est révélateur de cette dimension de l'imaginaire migratoire chez les élites algériennes. Dans certains cas, leur réussite professionnelle et adaptations sociale dans leur pays d'accueil, ne se révèlent pas, de

collégialité ; ceux qui ont pu *survivre intellectuellement*, en produisant du savoir, ont fonctionné comme des "*électrodes libres*", sans une transmission générationnelle. Faut-il signaler, que cette problématique de la pédagogie de la production et de transmission des savoirs obéit à *une réalité anthropohistorique Algéro-algérienne*, ou toute activité sociale est déterminée par des *mécanismes inconscients* de pouvoir ? Ceci explique quelques parts, les *fortes dénonciations* des aînés (professeurs), par les enseignants chercheurs, qui ont toujours "*subi le dicta*" de ces premiers venants dans les spécialités. Idem, de ce qui ressort de l'enquête terrain, pour le *champ médical algérien*. Les médecins souffrent des rapports de pouvoir, et non d'autorité, avec leurs professeurs.

l'impossible et de l'étonnement, mais d'une situation "naturelle". Un naturel déjà incorporé dans leur trajectoire scolaire et mode référentiel. , comme le confirme un des enseignant occupant un poste, de reconnaissance administrative et scientifique, " *LA France n'était pas inconnue pour moi, car je venais plusieurs fois, pour les vacances, les amis, la famille et la recherche...la France n'est pas une terre inconnue. Parce que c'est un pays que je connais, où je parle la même langue. En toute franchise j'ai beaucoup de liberté ici en France*". (B. prof, 60 ans, installé en France depuis 1996).

Une autre interviewée répond à la question des motivations qui l'ont poussé de choisir la France, " *Essentiellement, il y a la langue et la culture, notamment la culture. J'ai eu une des possibilités de partir en Angleterre mais la culture, elle m'est complètement méconnue. Par contre la France, elle n'est qu'un prolongement de l'Algérie notamment Alger. Quand j'ai un français en face de moi, je ne me sens pas étrangère. En plus de ça, j'ai eu la chance d'avoir un père qui parle le français ainsi que toute la famille. En plus de ça, j'ai eu un enseignement à ..., pendant deux ans en langue française. Et pendant ma formation à ..., j'avais la facilité d'apprentissage et de communication en langue française que l'arabe. Mon intégration était parfaite parce qu'on sent appartenir à une famille, quand on montre nos compétences et faire ses preuves, notamment à travers nos publications (j'ai moi personnellement sept publications dont trois dans des colloques internationaux)*". (N., chercheure, installée en France depuis 1999).

C'est dans ces conditions professionnelle et sociétale d'exil extérieur dans la société d'origine, qu'on peut comprendre, l'inertie de certaines personnes, taxée, dans certaines situations par les pairs, comme des " *personnes incompetentes*", pour que, ces dernières se transforment, une fois installées dans leur pays d'accueil, en valeurs intellectuelles rayonnantes. Un tel changement qualitatif dans leurs pratiques professionnelles, s'expliquent à la fois par, leur *potentiel intellectuel dormant*, et " *l'idéologie du double effort*"⁸⁶, incorporée inconsciemment une fois installés dans le pays d'accueil.

⁸⁶ Il faut signaler que ces *représentations du "double effort"*, réservé aux étrangers, sont problématiques. Elles sont véhiculées inconsciemment, dans les pratiques quotidiennes des émigrés et en particuliers les élites. Elles ont comme significations, des rapports complexes au monde occidental hérités des époques de colonisation ; aux mécanismes de défense et, à une posture d'honneur ; vouloir

II.3 Exil Intérieur dans le pays d'accueil : Contraintes du champ et sublimations comme sources de production intellectuelle.

Un double exil s'installe. Une Prolongation et une "délocalisation" de l'exil antérieur, déjà vécu dans le pays d'origine, est "transplanté" dans un autre univers de socialisation, produisant, un autre exil intérieur juxtaposé, subi par les enseignants- chercheurs, dans leur pays d'accueil, la France. L'exil intérieur dans le pays d'accueil, prend une autre dynamique identitaire, dans une logique de l'extension du volume de craintes et de contraintes sociales, d'une autre nature (scolarisation des enfants, hébergements, sécurité sociale...) et professionnelles (déclassement et reclassement).., socialisant les enseignants-chercheur dans un autre parcours de combat de confirmation professionnelle.

II.3.1 Les réseaux sociaux et la société civile aux secours des enseignants chercheurs algériens :

Malgré la capitalisation d'une longue expérience professionnelle en Algérie, en termes de production intellectuelle de haut niveau, la maîtrise des référents épistémologiques de la science moderne et l'accès à la langue des pays d'accueil, l'accès au champ universitaire français, malgré sa relative autonomie⁸⁷, relève d'un parcours de combattant. Les recrutements ne sont pas automatiques, dès l'installation en France. La "galère" est un *passage obligé*, vécue par la majorité des enseignants-chercheurs algériens une fois arrivés en France. Ils ont, pour des besoins immédiats, exercé des métiers, dans certains cas, qui ne correspondaient, ni de près ni de loin à leur

cultiver une image positive par rapport a des stigmates entretenus vis-à-vis des étrangers. Du coup, certains, malgré leurs croyances individuelles, lors de leur départ (religieuses, communautaires), se trouvent contraint d'être **acculturés** (changements d'identité civile – nom/ prénom, nationalité, mariage mixte...), certains *résistent* par leurs compétences *et d'autres sont éjectés* des les débuts, puisque les règles du fonctionnement du champ ne leur sont pas compatibles et/ ou ils tiennent fidèlement a leurs **habitus de base**, du pays d'origine. Dans toutes les figures, la migration des élites intellectuelles, restent structurellement politiquement et géopolitique, entretenues, dans une équation de **rapport de domination**. C'est une *fabrication moderne des états nations et les conquêtes coloniales*.

⁸⁷ Il faut signaler que le champ universitaire en France, différemment d'autres champs, notamment médical, échappe relativement a la logique administrative, notamment en terme de nationalité des étrangers, comme critère de recrutement. La compétence et les réseaux sont sources de la rentrée dans le champ.

formation. Dans ces conditions de déclassement professionnel, la production intellectuelle, "*trouver refuge*", dans la sublimation, comme le souligne un des interviewé, "*Après quand tu vois que ça dure, tu trouves du boulot. C'est des boulots ponctuels. Tu as 6 mois dans une université, à Puis j'ai eu un demi-poste de maître de conférences àau départ. Après j'ai eu une année blanche pendant laquelle j'ai concouru comme tout le monde. J'ai compris...ça durait tu vois, j'ai compris qu'il fallait s'installer. J'ai été dans le jura, j'ai travaillé manuellement toute une année. Manuellement. Je coupais du bois, je tondais les pelouses...voilà. De temps en temps j'allais faire des conférences pour avoir un peu plus de fric. À ..., et Etc....Mais là, il y avait des familles françaises de gauche qui aidaient beaucoup aussi. Donc je suis resté...quelqu'un t'invite pour dix jours, quinze jours, donc ça te repose quoi. Puis tu travailles. Je n'ai jamais autant produit que pendant ces périodes là"* (B, 65 ans, professeur, installé en France depuis 1994).

Dans d'autres cas, des anciennes relations d'amitiés, ont été au rendez vous, pour secourir les intellectuels d'une manière générale et les enseignants-chercheur, dans notre cas, en les intégrant dans des associations lucratives, ou dans des universités pour assurer des vacances, en *attendant mieux* et surtout, pour assurer temporairement un statut administratif (carte de séjours, sécurité sociale....), "LA France n'était pas inconnue pour moi, car je venais plusieurs fois, pour les vacances, les amis, la famille et la recherche...la France n'est pas une terre inconnue. Le seul problème était les papiers, mais il y avait des amis français qui m'ont fait des démarches pour régulariser mes papiers. C'était assez vite, ils m'ont donné un titre de 3 mois, c'était une attestation provisoire de séjour. Les débuts c'était un enseignement à l'université de l'été, donc j'avais droit à une sécurité sociale pour moi et pour mes enfants. Après, je me suis inscrite dans un autre doctorat sur les intellectuels algériens de 1833 à 1962 et puis après il y avait une association culturelle qui faisait des animations culturelles dans les écoles dans certains quartiers populaires, et la présidente m'a demandé de faire des animations de conte pour des jeunes des quartiers populaires. Donc je suis recrutée comme une attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER), grâce à mes amis français". (Z. 60 ans, professeur, installé en France depuis 1996).

D'autres associations internationales, ont été aussi au secours des intellectuels algériens pendant les années 90, notamment après la série d'assassinats d'intellectuels algériens. Il s'agit notamment du comité international de sauvegarde des intellectuels algériens (CISIA)⁸⁸, qui s'est mobilisé pour aider les intellectuels algériens, qui sont à la fois en Algérie, pour les aider de s'y installer en France, ou, pour ceux qui sont déjà installés, afin de les aider dans leur démarche d'installation et intégration professionnelle, comme le souligne un professeur une fois installé en France, *"A Aix en Provence, il y avait des associations qui luttaient pour aider les algériens et ses intellectuels, y compris le CISIA, qui avait une antenne à l'université d'Aix en Provence. Après j'ai soutenu ma thèse, j'ai commencé à postuler plusieurs fois (3 fois), et la troisième fois, j'ai été recruté en tant que maître de conférence à ... dans un poste de francophonie. Après j'ai passé une habilitation à diriger les recherches (HDR), qui me donnait la possibilité de diriger les thèses et puis après j'ai eu le grade de professeur. J'ai des soutiens de la part des collègues français notamment"*. (Z. 60 ans, professeur, installé en France depuis 1996).

Un autre confirme le rôle de ce comité dans son soutien à l'intégration professionnelle, une fois installé en France, *"Le CISIA m'a trouvé un demi-poste de maître de conférences associé Invité ce n'est pas la même chose, c'est juste du secours. Mais après le CISIA m'a trouvé un demi-poste, pour une année de contrat, comme maître de conférences associé à Perpignan. Puis la troisième année elle fut blanche"*. (B, 65 ans, professeur, installé en France depuis 1994).

II.3.2 Réseaux universitaires et intégration institutionnelle :

La galère subie dans la dynamique des trajectoires migratoires des enseignants algériens, ne va pas tarder de prendre d'autres itinéraires⁸⁹, celle d'une confirmation professionnelle, dans une

⁸⁸ CISIA (Comité International pour la Sauvegarde des Intellectuels Algériens), créé par le Pierre Bourdieu, juste après l'assassinat de M'hamed Boukhobza, comme signe de solidarité internationale pour les intellectuels algériens. Mohammed Boukhebbza, qui a déjà travaillé avec Bourdieu, lors de son séjour à l'ARDESS (Association de recherche pour le développement des études en sciences sociales).

⁸⁹ Il faut signaler que dans ces conditions de mobilité, il y a d'autres catégories d'enseignants-chercheurs algériens (ne sont pas objets de notre présente étude), qui se sont convertis, sous différentes contraintes objectives et subjectives de chacun, dans d'autres professions (commerçants, enseignants au secondaire, taxis...).

ambiance de règles universitaires, de réseautage d'écoles et, dans certains cas, avec un appui d'arrière pensées politiques, notamment pour le cas de certaines universités et écoles, qui ont une histoire, une "âme" et une identité, construites et gardées comme des "temples des autochtones", en assurant une reproduction des mécanismes d'accès et les critères de sélections, comme le souligne un professeur, a propos, de la "*lutte féroce*" pour candidater aux postes disponibles, "*j'ai été classé premier sur 120. Il y avait deux postes. Il y avait à peu près soixante et soixante dix candidats dans chaque poste. J'ai concouru sur les deux postes. C'est ça la démocratie. Mais cette démocratie est conditionnée par le fait que les réseaux se sont....heurtés. Chacun a voulu faire passer le sien et donc ils ne se sont pas mis d'accord... eh bien...de crainte de perdre le poste, parce que s'il n'est pas octroyé, le ministère va le restituer. Donc, pour ne pas perdre le poste ils ont pris le meilleur des outsiders. Donc ils ont pris l'Algérien. C'est ça la démocratie aussi. Mais c'est aussi le sens de l'intérêt du pays aussi. Par la suite se sont posés des problèmes mais jamais personne ne m'a affronté sur le plan du racisme ou quoi que ce soit. Ce ne sont pas des problèmes personnels. Ce sont des problèmes de concurrence et de carriérisme. Les collègues...c'est-à-dire que là c'est le meurtre au sens symbolique. Tu es flingué au sens symbolique du terme et puis par les réseaux. Si ton réseau est faible tu es foutu.*" (B, 65 ans, professeur, installé en France depuis 1994).

Ce sont des contraintes institutionnelles subies par les enseignants chercheurs algériens, et qui sont incorporées comme des contraintes objectives. Donc, intériorisées comme des règles du *jeu*, *accepté* par tous, puisqu'elles s'inscrivent dans une logique d'Etat de Droit, qui assure et veille sur *le minimum* de transparence dans l'application de ces règles sur tous. Cette situation *politico-juridique*, met les agents sociaux (l'universitaire dans notre cas) dans une posture d'intégration avec l'institutionnel. Du coup, une émergence de climat de confiance et un environnement professionnel, où règnent les règles de la compétence et de la compétition, comme le souligne l'un des professeurs, "*Oui, oui, avant tout, j'ai trouvé de la transparence,*

Dans ces postures de déclassement professionnel, ces enseignants, font état d'une autocensure, notamment dans leur pays d'origine. D'autres fuient et refusent indirectement nos sollicitations pour des entretiens individuels, lors de notre enquête-terrain.

transparence parce que vous avez un programme dans le cadre d'enseignement, puisque vous avez un plan global, détaillé et on ne vous demande pas de le respecter à la lettre mais on vous demande de faire des efforts nécessaires pour le personnaliser vous-même. Sur le plan des étudiants, je me retrouvais avec 17 étudiants dont la moitié était déjà des polytechniciens. Sur le plan de la recherche, j'ai trouvé également la même chose, c'est à dire on se voyait régulièrement en tant qu'équipe, on débattait, on se partager le travail, il y avait une espèce d'échange permanent entre les membres de l'équipe, donc j'ai trouvé tout a fait mon compte, ce que je cherchais, les choses sont transparentes sur la question de déplacement ; quand vous voulez vous déplacer a c'est a vous de juger l'intérêt de ce déplacement. Il y a aussi un respect entre nous. (Rire) par exemple les critiques et les dénigrements (t'keraidj) qui existent entre nous ici en Algérie, ça n'existe pas chez eux, car dans cette société, c'est une autre culture, ce sont des gens qui font confiance à l'amélioration de l'individu au sein du groupe. Au sein du groupe, il y a une culture dominante que tout le monde va s'élever, donc il ne faut pas se bloquer sur des choses secondaires comme ça. Il y a une compétition, attention, ah oui !!! Il y a une compétition sérieuse, mais très honnête, c'est-à-dire il y a des règles de la compétition". (K, professeur, 54 ans, installé en France depuis 1990).

Des règles de compétitions qui sont aussi dures et même antagonistes, dans une ambiance de réseautage. Des réseaux qui sont *invisibles* et échappent dans certains cas, aux règles formelles, qui structurent le champ universitaire. Du coup, ces réseaux d'amis à vocations collégiales et politiques, sont a la fois, des sources et ressources pour les uns et une forme de violence symbolique pour les autres, en situation d'intrusion, par rapport aux règles dominantes, mais qui s'imposent par leur compétence et leur double effort, comme le souligne un des enseignant-chercheur, " *parce que dès que vous vous travaillez dans un milieu comme la France on vous demande plus que les autres...je crois que, vous avez peut être interrogé d'autres algériens, je pense que...on va exiger de vous plus que les autres parce que, voila... vous êtes dans un pays étranger, il y a les représentations, il y a la guerre d'Algérie, il y a le racisme, il y a la discrimination, il y a la crise économique, il n'y a plus d'emplois, il y a des français avec des doctorats qui n'arrivent pas à s'intégrer etc., mais en même temps, sincèrement, il n'y a jamais eu d'animosité*

j'allais dire ...je ne sais pas...évidemment...sur le plan...moi j'étais ravi d'avoir ce poste mais... en même temps j'étais conscient que ce n'est pas donné, que ce n'est pas facile. D'abord parce qu'il y a une très grande concurrence intellectuelle...tout le monde a publié, tout le monde a un doctorat, tout le monde a la qualification etc. Donc, je pense, après ce qui fait la différence c'est les réseaux". (M. enseignant-chercheur, installé en France depuis 1986).

C'est dans ces conditions d'antagonisme, entre les contraintes objectives et subjectives de l'institutionnel, que de nouvelles formes de socialisation professionnelle s'imposent, dans leurs pratiques d'enseignement et de recherche des algériens. Ce sont des expériences d'un champ de savoir codifié, vécues à la fois, par ces enseignants, comme une réussite et un déchirement, par rapport à leur attachement au pays d'origine. Leur volonté de créer des réseaux avec des compatriotes algériens, toujours installés en Algérie, la réception des étudiants en France, participations aux colloques en Algérie, écrire dans la presse, éditer dans des maisons d'éditions algériennes, et participation en tant que membres des conseils scientifiques, ext... ne sont que des indicateurs révélateurs d'un sentiment de dette envers l'Algérie et la volonté de cultiver une *position sociale inachevée*, vécue comme une rupture violente lors de leur départ non pensé⁹⁰. Ce sont des stratégies d'investissement, sur la base de leur nouveau statut, dans le pays d'accueil, *pour tenter et/ ou conquérir*, l'espace intellectuel Algérie, qui a fait d'eux, *des sujets d'une triple amnésie* ; celle de l'espace universitaire et de l'espace politico-sociétal, dans leur société d'origine, où la mémoire des noms et des lieux, sont problématiques. Et enfin, une amnésie dans leur pays d'accueil, qui

⁹⁰ La vague d'écrits autobiographiques des élites algériennes installées à l'étranger (Ali El Kenz- Ecrits d'exil, Mohammed Harbi- Mémoires, Omar Aktouf- l'Algérie enter l'exil et la curée...) pour ne citer que ces exemples, ont comme fonctions, le pédagogique (leçons d'une cosmologie d'un intellectuel) et l'historique (repères d'analyse dans le champ de la connaissance algérien). Dans les deux cas, une piste est plausible, dans une perspective des non dits de ces œuvres autobiographiques: volonté de créer et d'alimenter une mémoire de l'intelligentsia, en *risque d'amnésie*, notamment pour celle qui est installée à l'étranger. Ceci explique pourquoi, la pratique *d'écriture autobiographique* chez les élites algériennes, est très répondeuse chez ceux qui sont installés à l'étranger par rapport à leurs collègues en Algérie. Ses autobiographies, sont le produit d'une sublimation, par rapport à deux situations, socialisant les élites dans le souci et la douleur : le risque de la *double absence*.

renvoie à la mémoire et l'histoire entretenue politiquement, par les anciennes puissances coloniales. Ceci explique, pourquoi, "*l'inconscient académique*", pour reprendre l'idée de Pierre Bourdieu, de certains "*spécialistes*" de la migration et certaines élites politiques gouvernantes de ces puissances, ont occulté la *migration intellectuelle algérienne*, pour se baser uniquement sur sa dimension économique⁹¹. Par homologie, les mêmes situations problématiques ; celles de l'occultation des *mémoires des élites*, dont, ses fonctions de base (mémoires), sont la socialisation de la société, sur des repères de rationalité, d'esthétiques et de la force de l'idée, ont subi un processus d'amnésie institutionnalisée après l'indépendance. Les ruptures et les oublis des *lieux* (structures traditionnelles et modernes des savoirs) et de *noms* (Autorités porteuses de savoirs) symboliques, sont des processus historiques structurels de la société algérienne, qui ont comme effets, l'anomie qui affecte profondément le lien social et les institutions (l'université dans notre cas) et, l'handicap structurel qui affecte *l'histoire de la pensée algérienne*, l'empêchant de se constituer en *écoles*. Du coup, une *pénurie de paradigmes* s'installe dans le champ universitaire algérien, dans le cas des sciences de l'homme et sociale, pour donner libre cour, à des tentatives de lectures, juxtaposées à celles qui ont dominé "*l'âge colonial*". C'est dans ces *conditions d'aliénation*, que les ruptures et les oublis se constituèrent en véritable *syndrome transgénérationnel*, Algéro-algérien.

II.3.3 Réussite professionnelle et déchirements.

Malgré les réussites professionnelles des enseignants chercheurs algériens dans le pays d'accueil, ceci ne les empêche pas de succomber à leur "*premier impossible amour*" ; à savoir renouer avec une relation déjà vécue comme une rupture brutale.

En effet, sous l'effet des conditions de dysfonctionnements dans la gouvernance de l'université algérienne, qui persiste toujours, voir qui se dégrade depuis leur installation en France, le ressentiment de vouloir participer activement aux différentes activités en Algérie, est

⁹¹ Le phénomène de *la migration intellectuelle algérienne* a existé avec le phénomène colonial. Ainsi, le mouvement de traducteurs algériens et l'institutionnalisation de la fac d'Alger en 1909, sont devenus des baptiseurs d'une mobilité assurée vers l'occident et en particulier vers la France. Ces postures historiques alimentent d'avantage l'imaginaire migratoire algérien et en particulier celui des élites.

devenu presque impossible. De ce fait, les élites intellectuelles algériennes se trouvent septiques face à ces contradictions, au lieu d'être une "*valeur ajoutée*" dans leur pays d'origine ; l'Algérie.

C'est dans les contraintes et difficultés notamment en terme, d'expression de besoins réels, par l'université algérienne, en compétences algériennes à l'étranger, que les élites intellectuelles algériennes se trouvent *indécises*, voir *fatalistes* quant à la coopération, avec des universités algériennes qui n'arrivent pas à exprimer ses réels besoins ; "*Contrairement à l'Algérie ; j'ai des collègues la bas en Algérie qui me disaient que le niveau est de plus en plus dégradé. En plus de ça, il m'est arrivé de gérer une séance dans le cadre d'une école doctorale en Algérie, que j'ai coupé, parce que quelques collègues de là bas, me répondaient pas aux messages que je leur envoyais. Donc je préfère aider les algériens ici que la bas*". (B., prof, 60ans, mariée, installée en France depuis 1996). Cette situation, est l'expression du type de malaise chronique qui touche l'université algérienne dans sa gouvernance et sa myopie, en intégrant les enjeux qui la guète sur la plan national et régional. A force de *dénaturer* son fonctionnement, sous les effets des contextes politico-économiques, elle reste incapable d'exprimer d'une manière autonome ses besoins vitaux de son existence en tant qu'institution : la production/renouvellement de la pensée et sa diffusion maximale.

D'autres enseignants, se trouvent *déchirés* dans leur *identité professionnelle*, du fait de leur attachement profond à l'Algérie et leur sentiment de "*culpabilité*" vis-à-vis de la situation politico-économico-sociale, qui, a leur yeux, est bloquée. Face a cette situation de blocage et malgré certains aléas d'ordre institutionnel (bureaucratie), certains enseignants-chercheurs développent quelques actions de bienfaisance et de bénévolat, en dehors des cercles officiels, en direction de leurs collègues algériens toujours installés en Algérie et de faire des "*retours à double utilité*"⁹². *Ces actions ont comme sens, une forme de soulagements, d'ordre nostalgique et une dette envers la société tant espérer, de voir vivre dans un rythme d'Etat de Droits et de justice, comme le souligne un des professeur, "Oui, oui, bien sur, c'est (silence)....c'est le pays, il est entre les mains très très*

⁹² Certains enseignants-chercheurs installés en France trouvaient dans leurs engagements vers l'Algérie, une double utilité : renforcer leur capital professionnel et soulager leur souffrance d'exil.

sales, donc c'est normale que ça vous crée d'énormes problèmes, par exemple moralement, tu finis par poser des questions, ça veut dire que je te parle dans la dimension individuelle, qui est excellente en France, sur le plan matériel, sur le plan intellectuel, professionnel ext... , de la responsabilité collective, ça veut dire, tu te dis quelques part, ma responsabilité sur ce qui se passe en Algérie est aussi engagée, parce que je suis de là bas et ça te crée vraiment des moments difficiles. C'est ça, mes encouragements de revenir en Algérie, parce que je ne pouvais pas me contenter de bon salaire de vivre bien ext... et laisser mes amis ma famille, mes parents, ma tribu dans la merde, donc je me suis dit je vais rentrer et je vais essayer de voir un peu comment je peux contribuer à l'amélioration, ext..." (K. Professeur, 54 ans, installé en France depuis 1990).

Cette volonté de participer de "la bas", vers le pays d'origine, est politiquement problématique dans sa dimension migratoire, puisqu'elle met en surface une dimension, presque impensable dans les débats publics en Algérie ; l'Etat Nation a l'épreuve du transnationalisme des compétences. Cette posture géopolitique de la mobilité des compétences, comme nouvelle donne, sous l'effet de la mondialisation, est conçu par les élites algériennes installées en France, comme un fort indicateur de l'incompatibilité et l'incompétence des institutions de se constituer en diapason avec cette donne.

D'autres données nationales, se juxtaposent sur la réalité socioprofessionnelle de leurs collègues algériens, considérés par ces "élites diasporiques", comme absence de réelle volonté politique de changer le cours de la situation, qui persiste et dans certaines situations, se complique davantage. Du coup, le "retour et la coopération" avec le pays d'origine, sont fragiles et se sont fragilisées par des échecs antérieurs, puisque la quasi majorité des enseignants ont soulevé des expériences de déceptions, vécues par eux même, par leurs amis, ou par leurs aînés, en tentant soit de retourner en Algérie et de s'y installer ou, essayer de coopérer, à la fois, soit avec le monde économique et l'université. Ce sont des expériences qui ont alimenté la *mémoire de méfiance*, structurant l'imaginaire migratoire des migrants algériens et en particulier, dans notre cas d'étude, les élites non organiques.

Dans ces conditions d'échec, le scepticisme prend une dimension fondamentale dans "la socialisation du retour" des élites algériennes

installées à l'étranger. Le retour, n'est pas synonyme d'effets de conjonctures, ni de recommandations d'institutions. C'est avant tout, un *état d'esprit*, qui se construit comme mémoire, transmise par des générations. Il est le produit d'en bas, de la société civile et des organisations, pour se constituer en "*institution autonome*". Du coup, des compétences, se constituent en partenaires et non en clients de conjonctures du politique dominant. Or les politiques volontaristes et la récupération politique de la migration algérienne, après l'indépendance, ont comme effets pervers, les oublis et les ruptures dans l'Histoire Migratoire et son incapacité à se constituer en *Diasporas*.

III. LA PROBLEMATIQUE DU RETOUR

Le "retour" des ressortissants algériens vers leurs pays d'origine, est une problématique récurrente, dans les discours politiques et les producteurs du savoir quantitatif sur commande, notamment celui des institutions internationales et certains centres de recherche et instituts d'études à vocation "*prestation de services*". Du coup, le migrant est réduit à une simple "*valeur économique*" et, à une entité "*statistique interchangeable*", donc des sujets, objets d'une circulation sur commande, entre E/états. Or, la problématique du "*retour*"⁹³ des élites, est fondamentalement différentes d'autres catégories paysannes, qui dominaient dans l'histoire de la migration algérienne depuis un siècle. Elles ont comme motivations de départ des raisons politiques, qui les ont empêché de s'épanouir sur le plan professionnel, dans une ambiance idéologique unanime, et qui, à son tour, à comme effet profond, *l'éclatement des professions*, au lieu de se constituer dans

⁹³ Il est important, du point de vue épistémologique et méthodologique, de signaler que le *retour* n'a aucun sens sociologique ; c'est une notion et non un concept. Il est qualitativement vide de sens ; il a une vocation dominante dans les grilles d'analyse imposées dans la *logique* des prestataires (institutions internationales), avec une catégorisation statistique et non sociologique. Ce type de savoirs produits par ces institutions dans une logique scientifique et reproduits par les institutions (y compris les centres de recherche), est un enjeu stratégique pour l'Algérie, tant que cette dernière ne produit pas ses propres savoirs (qualitatifs/ quantitatifs), dans une logique autonome et non conjoncturelle des faits, comme ceux de la mobilité des compétences algériennes (aucune statistiques disponibles, d'où les spéculations stériles et les récupérations politiques). Faut-il signaler que cette problématique, dépend aussi du politique qui a dénaturé et a empêcher la recherche de fonctionner dans sa propre logique d'autonomie relative ?

l'histoire, comme des corps relativement autonomes. C'est dans ces conditions, que le "*retour*", avec toutes ses formes⁹⁴, devient doublement une *expérience douteuse*, voir impossible, après avoir été *socialisé dans un autre standard* de mode de vie, en particulier, celui de la *liberté de la pensée, scolarisation des enfants* et de *l'Etat de Droit*.

Ces trois constantes dimensions, dans la socialisation des élites algériennes installées à l'étranger, sont problématiques dans leur pays d'origine. Elles continuent de socialiser les compétences algériennes installées à l'étranger, dans la méfiance, en remettant en cause, le fondement rentier du système politique, qui exclu toute forme de régulation basée sur les compétences. Le savoir est un pouvoir, si "miraculeusement", se constituât en Corps autonome⁹⁵. Du coup sa domestication et cooptation politiques, sont systématiquement instituées. Un des interviewés, met l'accent sur le fondement de cette crise structurelle, en "mettant le doigt" sur la problématique du rapport entre la rente et le savoir, "Quelque chose d'historique....c'est que notre personnel politique, vu sur son extraction sociale, historique, ext..., il n'a jamais, estimer a sa juste place la réflexion et la force de l'idée, la force de la pensée. Le système a fonctionné comme ça, le système continue de tourner comme ça, parce qu'il n'a pas besoin du savoir, car le seul moyen pour se reproduite c'est le pétrole, c'est Hassi Messaoud, la rente. C'est un système de rente, la rente qui tombe du ciel, pourquoi voulez vous qu'ils se cassent la tête, parce que, si la richesse, si l'investissement et les dépenses publiques étaient facturées sur les impôts, sur l'impôt collectif, il y aura de la réflexion sur la production de la richesse. Le slogan général, c'est le contrôle et le pouvoir de distribuer la rente. Système rentier, masqué

⁹⁴ Pour le cas des élites, on propose deux types de mobilité de retour; "*Retours stratégiques*" et "*retours nostalgiques*". Cette typologie peut faire objet de transposition sur d'autres catégories d'élites intellectuelles diversifiées (médecins, technologues, et toutes formes de compétences professionnelles).

⁹⁵ Les tentatives individuelles de production de sens, par les élites algériennes, ont des effets minimes sur la dynamique des idées politiques et la conscience épistémique de la société et son passage ascendant a la modernité ; elles prennent des germes de sa propre disparition, tant que le processus de la rente "*entretien*" l'illusion de l'intellectuel organique. Si ces tentatives individuelles, prennent une dimension collective, donc une force de propositions alternatives aux ordres dominants, ils deviennent une *menace* pour les gardiens de ces ordres (ordres de conservations des ordres, courants idéologiques, mécanismes de reproduction de dominations...).

par cette distribution rentière. Donc toutes les constructions des infrastructures, et le financement ne sont que des pratiques de légitimation des pouvoirs ". (K, professeur, 54 ans, installé en France depuis 1990).

C'est dans ces conditions de crise de passage à la modernité politique et sociale, que des identités professionnelles des élites, sont doublement otages de l'histoire. Otage, de leur vocation professionnelle, construite dans un idéal (liberté de penser, état de droit), avec le structurel, qui fonctionne dans une vocation administrative. Du coup, "un esprit" de crise s'installe, pour prendre une forme d'un ordre dominant, mettant en doute les missions réelles des élites, comme le souligne l'un des professeur, "Ce qui me frappe c'est le système institutionnel qui mettait à cote l'universitaire et l'institution universitaire, c'est-à-dire je m'interrogeais sur mon propre métier en Algérie, d'enseignant université, c'est ça le problème central". (K, professeur, 54 ans, installé en France depuis 1990).

Le processus de *domestication politique* du champ universitaire depuis, plus de trois décennies, a transformé, ce dernier en une machine administrative, dénaturant ses vocations réelles. Ces processus de changements anoniques, ont des impacts sur l'image de marque de l'institution dans les représentations des élites installées à l'étranger, comme le souligne l'un des chercheur connu et reconnu dans le domaine des télécommunications optiques, "les gens ne sont pas à leur place. On nomme des chefs de département qui n'ont aucune compétence pédagogique et scientifique. Comment tu nommes un recteur, un vice recteur ou un doyen de la faculté des sciences, qui est très compétent mais à qui, tu ne donnes pas les moyens pour. Est ce que tu penses que c'est le rôle du doyen de la faculté des sciences..., d'aller dire aux femmes de ménage d'aller nettoyer les toilettes, d'essuyer les vitres ! Est ce c'est son rôle d'aller pister les enseignants chercheurs qui ne font pas leur dû, d'heures ! C'est à devenir fou ! C'est ça qui me fait peur, tu craques et tu finis par devenir...fou...Parce que je me dis, les Brahim, les machins, que j'ai connu, qui sont très compétents, mais très compétents, parmi les meilleurs en Algérie. Ils se sont cassé les dents, avec toute leur bonne volonté. Je me dis pourquoi, moi, je ne me casserai pas les dents ? Parfois je me dis peut être que je trouverais le moyen, après je me dis

"sois raisonnable", parce que je rêve aussi... (B, 50 ans, professeur, marié, installé en France depuis 1987).

Les tentatives de "retour" après avoir, tenté en vain, construire leur identité professionnelle et sociale avant leur installation dans le pays d'accueil, est une problématique structurellement politique dans la mémoire de la migration intellectuelle algérienne. C'est dans ces conditions que la distinction est significative entre, le *retour stratégique* et les *retour nostalgique*. Ces deux dimensions dans la mobilité migratoire des élites, sont le produit des contraintes qui caractérisent le pays d'origine, en l'occurrence, la liberté de la pensée, scolarisation des enfants et de l'Etat de Droit. Un tryptique, structurant la socialisation de ces élites, contrairement aux premières générations de la migration algérienne.

II.1 Les "retours" stratégiques

Les retours stratégiques des élites intellectuelles algériennes, sont des retours à vocation symbolique et sociale, pour le compte de la société, qu'elles ont quitté contre leur gré. Ils touchent des *élites intellectuelles de métier*⁹⁶ et de vocation, où, leurs investissements symboliques et sociaux sont des processus inachevés dans leur identité professionnelle et sociale, après avoir, essayé en vain de réaliser leur idéal dans leur société, avant leur départ forcé vers l'étranger.

Les retours stratégiques des élites intellectuelles algériennes (le cas des enseignants-chercheurs), sont des stratégies de retours, dans une perspective consciente d'une "*dette vers la société*", et d'une recherche d'un statut symbolique qui est objet d'une double absence et d'une amnésie. Du coup, des tentatives de participations aux colloques, séminaires, éditions dans des maisons d'éditions nationale et publications dans la presse nationale et la participation dans des projets de coopérations scientifiques... sont des indicateurs révélateurs des retours stratégiques. Des stratégies réfléchies, par

⁹⁶ Dans le langage usuel des algériens, on dit "*NASSE SENAA*". C'est-à-dire, ceux qui ont un éthos professionnel, une morale et un amour du métier exercé. Ceux, qui sont socialisés sur la valeur du travail bien fait. L'excellence dans un domaine ou d'un métier, est un habitus socialement acquis. Faut-il rappeler, que dans le champ professionnel algérien, certains métiers sont le pure produit de l'environnement familial et non de l'école ? C'est le cas du commerce chez les mozabites.

rapport aux contextes de retour, contrairement à leur départ, qui était imposé.

Dans des conditions actuelles de dysfonctionnements anoniques qui caractérisent différents domaines de la société algériennes, quelques *calculs des enseignants*, dans leurs logiques stratégiques, sont heurtés avec la réalité de ce *tryptique dysfonctionné*⁹⁷, comme le souligne l'un des professeurs interviewé, en répondant à une question sur ses aspirations et conditions de retour en Algérie et réintégrer l'université algérienne, "*Des conditions de travail correctes, comme les ordinateurs, une certaine liberté de penser et revalorisation des salaires. Il faut commencer à revaloriser l'école notamment par le primaire et sortir de la guerre des la langue*". (Z, 65 ans, professeur, installé en France depuis 1994).

Face a ces dysfonctionnements qui touchent notamment la problématique de la liberté académique, l'anachronisme du système éducatif et de l'état de droit, des stratégies d'investissement intellectuel, se manifestent individuellement, loin de toutes formes de délocalisation familiale, ou de retour en famille, notamment les enfants. Ces stratégies de retour, sont dédiées à la fois, à la "*société civile*", à l'université et à des individualités (accueils d'enseignants à l'étranger, bourses, stages...), dans une logique de réseautage, à caractère scientifique et politique. Ces investissements auront comme effets, le renforcement du capital symbolique déjà initié avant leur départ. Dans ces conditions, "*Les stratégies d'investissement symbolique sont toutes des actions visant à conserver et à augmenter le capital de reconnaissance. Il s'agit de stratégies dont l'objectif est de reproduire des schèmes de perception et d'appréciation les plus favorables a ses propriétés et de produire des actions susceptibles d'être appréciées favorablement selon ces catégories*"⁹⁸.

Dans d'autres cas, les retours stratégiques s'inscrivent dans des logiques de mobilités circulaires, entre le(s) pays d'accueil et le pays

⁹⁷ La totalité des chercheurs interviewés sont unanimes, pour remettre en cause le problème de la langue d'enseignement a l'université (l'arabe), performance du système éducatif pour leurs enfants, liberté de la pensée et académique, et enfin la reconnaissance de la diversité et les droits de l'homme. Ces dans ces conditions, que le retour devient obsolète.

⁹⁸ Bonnewitz, Patrice, 2002, Pierre Bourdieu. Vie, Œuvre, concepts. Ed, Ellipses, Paris, P 58.

d'origine. Ce type de mobilité, est caractéristique et propre aux élites intellectuelles binationales (ou plusieurs nationalités), qui tentent d'investir, malgré les aléas qui peuvent toucher l'investissement avec toutes ses formes, dans leur pays d'origine, et qui ont comme "garantie", dans des cas d'échecs ou des situations imprévisibles, la possibilité au retour dans le pays d'accueil. Si l'adoption de la nationalité, relève des stratégies de contournements, dans le pays d'accueil, elle l'est aussi pour les pays d'origine. Dans les deux cas, l'adoption et l'acquisition de(s) nationalités, sont des stratégies de contournements, adaptées aux contextes d'incertitudes. Ces stratégies, ont comme sens pratique, l'appropriation de l'espace-temps futur, dans des contextes d'incertitudes, qui caractérisent le temps présent⁹⁹. Cette catégorie d'agents, sont des "*joueurs professionnels*", qui ont comme stratégies, l'adaptation avec toutes les situations imprévues, dans les deux espaces d'appartenances et de références ; un pied ici et un pied la bas. Ce sont des stratégies qui ont comme ressources et assurances, *les jeux d'appropriations et d'investissements* dans l'espace et le temps.

II.2 Les "retours" nostalgiques :

Les retours nostalgiques sont des mobilités d'une grande charge émotionnelle, entretenue envers la mémoire des Noms et des Lieux. Ils sont l'expression de l'inconscient des élites intellectuelles, qui ont été déjà socialisées dans leurs pays d'origine, contrairement aux élites immigrées, c'est-à-dire, celles qui sont nées en France. Dans ces conditions sociales des retours nostalgiques, du point de vue de notre démarche contextuelle des processus migratoires, qu'on peut distinguer entre "*l'âge du retour*" et le "*retour d'âge*". Le premier, a un rapport direct au temps physique, qui s'impose comme "*naturel*" aux personnes qui ont atteint l'âge de la retraite. C'est-à-dire un rapport officiel aux temps, en catégorisant (catégories statistiques) et stigmatisant(les retraités, des ex travailleurs...) des gens ayant atteint un seuil de temps biologique, limité officiellement par des institutions formelles, pour la retraite.

⁹⁹ C'est le cas aussi, dans certains cas, pour des algériens qui ont comme stratégie d'installation au canada, l'acquisition d'un certificat de citoyenneté et revenir par la suite en l'Algérie.

C'est dans ces conditions de déterminisme biologique, par rapport au temps, socialement construit¹⁰⁰, que se développe la genèse du "*retour tardif*", qui touche pratiquement des retraités qui ont laissé leur famille en Algérie, lors de leur expérience migratoire, ou qui ont une série de déceptions, qu'ils se sentent inutiles dans le pays d'accueil, qui les considère toujours des étrangers.

Dans d'autres cas de figures du processus migratoire, *le retour d'âge* n'entretient aucun rapports à l'âge. Il surgit à n'importe quel moment dans la dynamique migratoire des agents sociaux. Il est l'expression des contextes psychosociologiques des migrants. Sous les différents effets sociaux, en interaction mutuelle entre l'habitus primaire (socialisation avant leur départ) et la socialisation secondaire dans le pays d'accueil, le retour nostalgique surgit comme une forme clinique à des situations ciniques. Il a comme une forme thérapeutique, en revisitant des noms et des lieux de mémoire (les proches, la famille, les amis, les espaces de socialisation sociales et professionnelle- lieux de travail avant leur départ...). Dans certains cas, cet aspect clinique et thérapeutique devient un rituel et un besoin vital, ce qui explique, certaines méfiances chez certains, lors de nos rencontres, en autocensurant leurs réponses¹⁰¹, peur d'être empêchés de revisiter leurs lieux et leurs noms symboliques, c'est-à-dire leurs mémoires qui donne un sens à leur identité, qui, à son tour, est objet de mise en cause dans le pays d'accueil.

C'est dans ces conditions du "*retour thérapeutique*", que se développent de différentes stratégies chez les élites algériennes, en joignant *l'utile à l'agréable*, lors de leurs déplacements officiels et professionnels, en profitant de la "*saveur des mémoires du pays*"

¹⁰⁰ La répartition des âges et tous ce qu'ils peuvent avoir comme sens, sont des productions et des constructions sociales. C'est-à-dire le rapport à l'âge biologique des personnes, diffère d'une société et d'un groupe à un autre.

¹⁰¹ Il faut signaler qu'une catégorie de personnes interviewées, ont vivement exprimé une méfiance par rapport à notre personne et de l'autocensure a certaines questions d'actualité politique en Algérie. Dans certains cas, ils nous obligeaient d'arrêter l'enregistrement et parler informellement, ou, ils proposent chaque fin de l'entretiens, de leur donner une copie, peur d'une "*manipulation*"....Dans d'autres cas, ils nous murmurer doucement en misant : "Ca reste entre nous, je compte sur vous sur la confidentialité.....j'ai peur, j'ai peur d'avoir des problèmes" !.... ces cas de figures, sont révélateurs du type de socialisation politique qui dominée leur trajectoire professionnelle (syndicalistes, membres des partis politiques et associations de défenses des droits de l'Homme...).

(*rihet el bled*). Dans certains cas, l'investissement dans des associations lucratives franco-algériennes, ou dans des réseaux de coopérations universitaires, sont des stratégies individuelles pour des fins de déplacements gratuits et utilitaires. Mêmes stratégies, sont appropriées par d'autres élites intellectuelles (médicales et technologues...), en intégrant des structures internationales qui s'investissent économiquement en Algérie, pour profiter, lors de leurs passages, "*soulager leur nostalgie*".

Dans tout état de figures, si les retours stratégiques, ont du rationnel plus que l'émotionnel, les retours nostalgiques ont d'émotionnel plus que le rationnel. Dans les deux cas de figure de la mobilité, la lutte pour la construction, le renforcement et la conservation du capital symbolique dans l'identité sociale et professionnelle, est déterminante dans leur socialisation. Dans ces conditions de stratégies d'agents sociaux, les "*retours crus*" n'ont aucun sens sociologique, d'autant plus, ils sont perçus comme un échec, dans les représentations de soi (le migrant) et de l'autre (société d'origine). Ceci explique, comment les élites intellectuelles algériennes, adoptent des "*stratégies d'accompagnements*", validant ces retours, par des motifs professionnels, familiaux, ou de retraites... en pensant au préalable, dans certains cas, que la société d'origine (milieu professionnel et le milieu politique), leur en veut. Cette réalité de défiance, est alimentée davantage par le paradoxe des discours politiques conservateurs dont "on reproche aux intellectuels et aux scientifiques, notamment francophones- et plus particulièrement dans le cas algériens- leur éternel attachement à la France (" *hizb frança*") ou leur lâchage, et cependant on est fier de leur compétence : "ils sont nés et ont été formés chez nous et en revendique leur participation au développement du pays". On fête les footballeurs professionnels pratiquant en Europe et en France ; ils remettent au goût du jour une « algérianité » d'une jeunesse, à l'écoute des bruits du monde, qui dans toutes ses composantes – part issue de l'immigration et part locale- se trouve"¹⁰².

Conclusion : L'exil forcé des élites intellectuelles : un "syndrome politique".

¹⁰² Kadri Aissa, (2009), *Généralisations Migratoires*, Des paysans déracinés aux Intellectuels "diasporiques", in *Naqd*, n° 26/27, p 143.

Parce que les élites intellectuelles sont porteuses de savoirs et socialisées dans un tryptique, *droit de l'homme, état de droit, et liberté de penser*, qu'elles deviennent un enjeu politique au politique dominant, dans leur pays d'origine. Dans des pays, où la modernité politique n'a pas atteint les élites politiques dirigeantes et la conscience épistémiques de la société, sur les enjeux stratégiques des savoirs, ces porteurs des savoirs sont considérés comme des adversaires et non des partenaires. Ainsi, la mobilité de ces derniers devient un *mal nécessaire* et une fuite contre leur gré. Si la mobilité des élites dans les pays du Nord a une logique de compétition, dans les pays du Sud, le cas de l'Algérie, elle a une logique politico-juridique.

L'idéologie unanimiste imposée, depuis l'indépendance a des impacts structurels sur l'ensemble des champs sociaux, empêchant entre autre les élites intellectuelles algériennes de se constituer en corps relativement autonome. Cet impossible passage à la corporation, a bloqué la modernisation de la société, basée sur ses compétences et ses élites. De se fait, le champ universitaire algérien, devient tout au long du processus de reformes, obsolète, loin des réalités nationales et coupé des évolutions régionales et internationales.

Dans ces conditions de dysfonctionnements anomiques, les *élites intellectuelles de métier (Nasse senaa)*, se trouvent en otage entre leur vocation professionnelle et la massification incontrôlée de l'université, qui a son tour, anéantie systématiquement l'esprit de corporation. D'où, l'émergence d'une catégorie d'enseignants-fonctionnaires, qui sont socialisés dans l'esprit de la rente. Une rupture générationnelle s'installe, mettant en cause la capitalisation des acquis pédagogiques et scientifiques de la profession. Un autre "âge" s'installe, sous forme d'un *ordre social majoritaire*, socialisant toute une génération d'enseignants et d'étudiants dans une ambiance anomique par rapport au savoir et à l'institution universitaire.

Ce déchirement dans leurs identités professionnelle et sociale, est source de leur exil intérieur, anonymat et stigmatisation par leur milieu social. Pour ceux qui ont survécu à cette désintégration professionnelle et sociale et aux violences physiques des années 90, ils étaient dans l'obligation de fuir contre leur gré. C'est un ostracisme qui a touché profondément la "*matière vivante*" de la société, dans un processus à la fois lent et dans d'autres cas, accéléré, sous formes de ruptures violentes, notamment pendant les années 90.

Dans des conditions actuelles, qui persistent dans la "gouvernance" de l'université et de la recherche, *les foyers de la migration intellectuelle* ne peuvent que s'élargir davantage, notamment avec la crise profonde qui a touché *l'autorité symbolique de l'institution*. Une autorité qui a perdu sa légitimité au fur et à mesure des contradictions sociales qui l'ont envahi, loin des règles de *l'éthique* et de la *déontologie*, qu'exige chaque champ universitaire, comme produit historique relativement autonome, où le Droit est la pièce maîtresse de toutes les régulations, au sein de chaque champ social.

En tout état de causes, l'émigration / immigration des élites intellectuelles algériennes, a été toujours, sur le plan des représentations des états nations positivistes et hégémoniques, perçue comme un élément perturbateur de l'ordre social national, puisqu'elle montre une autre voie d'émancipation (politique, civique, identitaire...) et de réussite sociale, basée sur des compétences et les règles de l'éthique professionnelle. Dans ce sens, la migration avec toutes ses formes, notamment celle des intellectuelles, remet en cause cet ordre politique dominant. Pour toutes ces raisons, le processus de la migration intellectuelle a toujours été un *enjeu politique*.

Références bibliographiques

I/ Ouvrages :

Angers Maurice, (1997), Initiation pratique a la méthodologie des sciences humaines, casbah édition, Alger

Baptiste Mayer jean (2001), nomadisme des scientifiques et nouvelle géopolitique du savoir. Revue international des sciences sociales, N° 2.

Bendib, Rachid (2006), l'état rentier en crise, Opu, Alger.

Blandine Veith, De la portée des récits de vie dans l'analyse des processus globaux. Bulletin de méthodologie sociologique, p03. <http://bms.revues.org/index78.html>. Consulté le 12/05/09 a 15h.

Bonnewitz, Patrice, 2002, Pierre Bourdieu. Vie, Œuvre, concepts. Ed, Ellipses, Paris, P 58.

Bourdieu, Pierre, (1997), Méditations pascaliennes, Ed, Seuil, Paris, p 258.

Bourdieu Pierre(1986), L'illusion biographique, actes de recherches en sciences sociales, Vol 62, n°01.

- Brisson Thomas, (2009), les intellectuels arabes en France, collection Jadel, éd, casbah, Alger.
- CNES (2005) Rapport sur les politiques migratoires européennes. Quel enjeu ? Conseil National Economique et Social. 26eme session plénière, juillet 2005). Alger, Algérie.
- Dubar (Claude), (1994), l'insertion comme articulation temporelle du biographique et du structurel. Revue de sociologie française, vol 35, n° 02, p 290.
- Dubar, Claude (2000), La crise des identités. Edu, PUF, Paris.
- Dubar Claude (2005), sociologie des professions, Ed, Armand colin, 2eme éd, Paris.
- Ghalmallah Mohamed (2006), l'université algérienne : genèse des contraintes structurelles, conditions de mise à niveau, Cahier du CREAD, N°77.
- Guerid Djamel, (2007), l'exception algérienne, la modernisation a l'épreuve de la société. Ed, Casbah, Alger.
- Hachimi Alaoui Myriam, (2007), les chemins d'exil, les algériens exilés en France et au Canada depuis les années 1990. Ed, l'Harmattan, paris.
- Haddab Mustapha (2007), pour une approche structurale du champ des élites en Algérie. Elites et Société, ouvrage collectif, casbah édition, Alger.
- Paillé Pierre, Mucchielli Alex, (2008), l'analyse qualitative en sciences humaines et sociales. Ed, Armand Colin, 2eme édition, France
- Kadri Aissa, l'université est loin des réalités nationales, El Watan, N°5673, du 30 juin 2009.
- Kadri Aissa (1999), Intellectuels Algériens : Aux fondements de la division, sous direction, parcours d'intellectuels Maghrébins. Ed, Karthala, France.
- Kadri Aissa (2009), élites et intellectuels algériens sous influences, cahiers de liberté, n°1, janvier-février.
- Kadri Aissa, (2009), Générations Migratoires, Des paysans déracinés aux Intellectuels "diasporiques", in Naqd, n° 26/27, p 143.
- Khaled Karim (2006), l'encadrement pédagogie et la pédagogie d'encadrement, Cahiers du Cread, N°77.
- Radolphe Ghiglione, Benjamin Matalon, les enquêtes sociologiques (1978), éd, Armand colin, Paris.

Robert Ageron –Charles (1967), "l'émigration des Musulmans algériens et l'exode de Tlemcen (1830-1911) ", vol 22, N° 05.

Sayad, Abdelmalek (2002), Histoire et recherche identitaire, éd, Bouchene, Paris

Sayad Abdelmalek, (1977), " les trois "âges" de l'émigration, in "actes de recherches en sciences sociales, Volume 15, N°1